

Investir dans le développement durable

Rapport d'impact 2024

SIFEM - Investir dans le développement durable : Rapport d'impact 2024

Date de publication : novembre 2024

Copyright © 2024. Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, distribuée ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, y compris la photocopie, l'enregistrement ou toute autre méthode électronique ou mécanique, sans l'autorisation écrite préalable de l'éditeur, sauf dans le cas de brèves citations dans des articles et certaines autres utilisations non commerciales autorisées par la loi sur le droit d'auteur.

SIFEM AG c/o Tameo Impact Fund Solutions SA Rue de l'Arquebuse 12 1204 Genève Suisse

info@sifem.ch

Avertissement

Ce rapport d'impact contient des informations sur SIFEM AG et est destiné à des fins d'information uniquement. Toute utilisation du présent rapport d'impact est entièrement aux risques et périls de la personne qui s'y fie. Le contenu de ce rapport d'impact est basé sur les informations autodéclarées par les Entités financées et les Entités sous-jacentes financées. Tous les comptes rendus narratifs des Entités financées ou des Entités sous-jacentes financées, y compris toutes les études de cas, sont la propriété exclusive de SIFEM AG. Les informations et opinions exprimées dans le texte ont été obtenues auprès de sources considérées comme fiables et de bonne foi, reflétant le point de vue des auteurs, mais aucune représentation ou garantie, expresse ou implicite, n'est faite quant à leur exactitude ou leur exhaustivité.

Avant-propos

Chère lectrice, cher lecteur,

Ce rapport présente une réflexion sur les réalisations de 2023 et fournit des informations précieuses sur la manière dont nos investissements ont contribué à favoriser le développement durable dans les marchés émergents. Cette année a été une année record pour SIFEM, avec de nouveaux engagements totalisant 144 millions USD, soit le niveau de nouveaux investissements le plus élevé jamais atteint. Ces investissements soutiennent les dirigeants et les entreprises locales dans 71 pays et contribuent à produire des changements économiques et sociaux significatifs.

Pour le Conseil d'administration et le Comité d'investissement, ce rapport est un outil précieux, offrant des informations clés sur la performance de notre portefeuille. La mission de SIFEM est de permettre aux acteurs locaux de mener une transformation structurelle au sein de leurs communautés. Au-delà des chiffres, l'impact réel de notre travail va souvent plus loin que ce qui peut être facilement mesuré, c'est pourquoi nous menons également des études ciblées comme le prochain rapport sur la transition juste (à paraître en 2025) afin de mieux comprendre nos contributions.

Ce rapport d'impact annuel est non seulement un outil important pour rendre compte à nos actionnaires, au Parlement et au public, mais il sert également de guide stratégique pour les activités de SIFEM. Il reflète notre engagement en matière de transparence et notre recherche continue d'amélioration. Nous reconnaissons

que les mesures que nous utilisons ne sont pas toujours parfaites, mais elles servent de base à une prise de décision éclairée. Nous comprenons également les exigences que la collecte de données impose à nos partenaires et nous nous engageons à rationaliser ce processus autant que possible.

Je suis convaincu que les informations présentées dans ce rapport nous inspireront pour continuer à affiner nos stratégies et à renforcer notre impact dans les années à venir. Nous exprimons notre sincère gratitude à nos partenaires et nous nous réjouissons de continuer à travailler ensemble.

Jörg Frieden

Président du Conseil d'administration de SIFEM

Table des matières

6

Principaux résultats d'impact

Un aperçu de l'impact de SIFEM en 2023

14

Vue d'ensemble du portefeuille

Notre portefeuille en chiffres

33

Initiatives d'alignement de l'industrie

Comment SIFEM travaille avec la communauté internationale

36

Annexes

12

Introduction

Ce que présente ce rapport

20

Impact sur le développement

Comment SIFEM a fait la différence en 2023

35

Conclusions et perspectives

Ce qu'il faut retenir de ce rapport

46

Références

Illustrations

Exposition du portefeuille par région	14
Exposition du portefeuille par pays (Top 10)	15
Exposition du portefeuille par secteur	16
Exposition du portefeuille par niveau de revenu du pays	17
Emplois soutenus par région	21
Emplois soutenus par le type de contrat de travail	22
Emploi des femmes selon la taille de l'entreprise	28
Emplois des femmes par type de contrat de travail	28
Énergie propre produite par région	30
Chaîne de valeur d'investissement	39

Principaux résultats d'impact

Vue d'ensemble du portefeuille

2023

	Portefeuille d'investissement* (en USD)	454M
	Entités sous-jacentes financées dans les portefeuilles de fonds	594
	Fonds dans le portefeuille d'investissement	86
	Institutions financières dans le portefeuille d'investissement	17
	Nouveaux engagements d'investissement (en USD)	144M
	Pays avec investissements	71

* Volume du portefeuille d'investissement en septembre 2023. Selon le rapport de gestion 2023 de SIFEM.

Indicateurs d'impact*

	Créer plus d'emplois avec des conditions de travail décentes : SIFEM aide les PME et autres entreprises à croissance rapide à soutenir et à créer des emplois formels et durables	Vs 2022[†]
	525 069 emplois directs et indirects soutenus en 522 981 [‡]	▲ 8%
	77% des emplois sont au bénéfice de contrats à durée indéterminée	▼ 13pp [§]
	64 % des Entités financées et de leurs Entités sous-jacentes financées ont dispensé une formation à leurs employés	▲ 7pp
	Créer des opportunités économiques pour les femmes : SIFEM promeut l'égalité des sexes et l'égalité des chances, notamment par l'emploi	
	40% des salariés sont des femmes	▲ 5pp
	Fournir un accès aux services et produits financiers : SIFEM facilite l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises (PME) et favorise l'inclusion financière	
	9.7 millions de prêts (y compris des prêts aux PME, aux microentreprises et d'autres types de prêts) en cours au niveau des Entités financées par SIFEM et de leurs Entités sous-jacentes financées	▼ 1%
	Atténuation du changement climatique : accélérer la transition énergétique SIFEM favorise l'accès à l'énergie propre et à des solutions de gestion de l'énergie et des ressources plus efficaces	
	3 981 GWh d'énergie propre produits	▼ 23%
	839 MW de capacité d'énergie propre installée	
	9.3millions [¶] de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre (GES) évitées	▲ 91% [#]
	100% des nouveaux investissements alignés sur les objectifs de l'Accord de Paris	
	Élargissement de l'assiette fiscale locale : Les Entités financées par SIFEM et leurs Entités sous-jacentes financées respectent les réglementations fiscales et paient des impôts là où elles exercent leurs activités	
	1 555 millions USD d'impôts sur les sociétés et autres taxes payés par les Entités financées et les Entités sous-jacentes financées	▼ 15%
	Réduire le déficit de financement : SIFEM mobilise davantage de capitaux privés Investissement pour le développement	
	Pour chaque dollar investi par SIFEM dans des fonds, 2,9 USD l'ont été en parallèle par des investisseurs privés ^{**}	

* Dernières données disponibles au 31 décembre 2023. Toutes les données d'impact contenues dans ce rapport sont auto-rapportées par les Entités sous-jacentes financées et, sauf indication contraire, n'ont pas été attribuées en fonction de la taille de l'investissement de SIFEM.

† Les pourcentages représentent la variation en % de la valeur des données d'impact entre 2022 et 2023.

‡ comprend à la fois les emplois directs soutenus au niveau des Entités financées par SIFEM (fonds et Entités sous-jacentes financées), ainsi que les emplois indirects soutenus par le biais de prêts aux MPME. Voir l'annexe pour plus de détails sur la méthodologie.

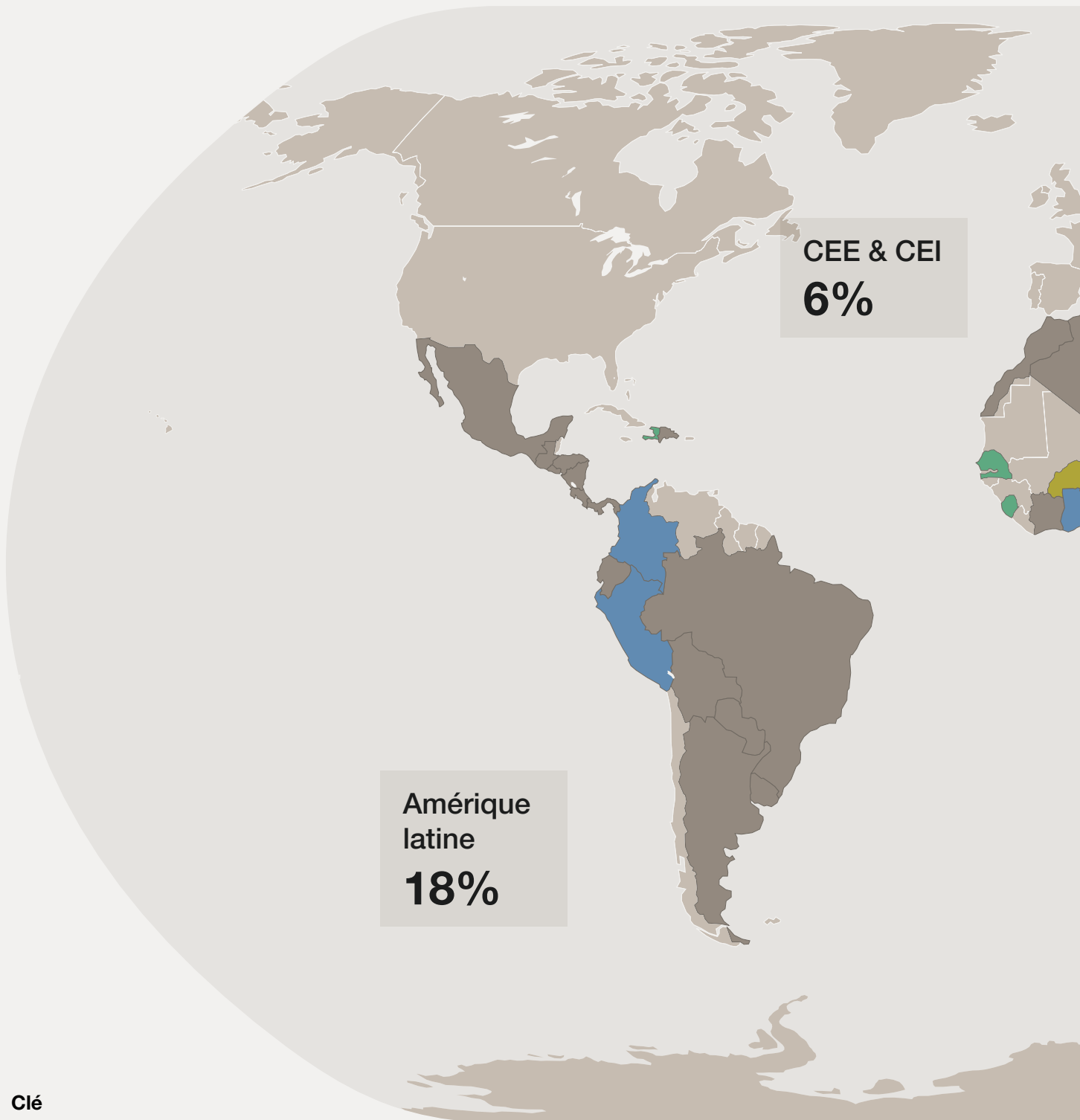
§ Le point de pourcentage (pp) est la différence de pourcentage entre 2022 et 2023.

¶ Les données sur les émissions de gaz à effet de serre (GES) évitées sont autodéclarées par les Entités sous-jacentes financées sans méthodologie standard définie pour l'ensemble d'entre elles. GHG emission reduction is not attributed to SIFEM.

Des fluctuations de cette ampleur d'une année à l'autre sont courantes pour cette mesure. L'augmentation est attribuée à une Entité sous-jacente financée qui a ajusté ses calculs de carbone, lesquels ont depuis été vérifiés.

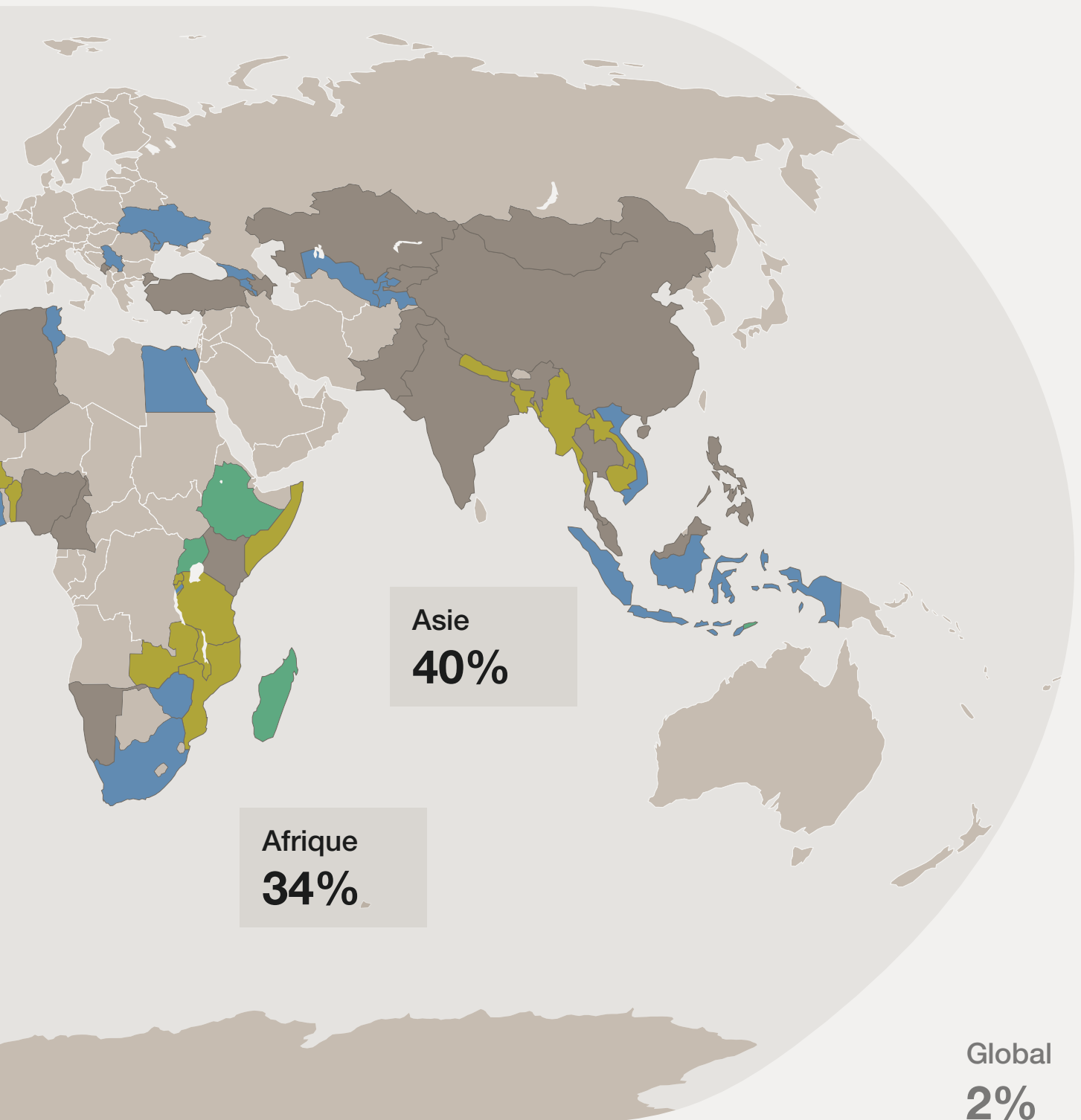
** À fin 2023, calculé sans attribution au prorata. Ce chiffre reflète la proportion entre les engagements de SIFEM et les engagements des investisseurs privés dans les investissements du fonds. Il est calculé selon les méthodologies du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE pour mesurer les montants mobilisés auprès du secteur privé par les interventions publiques de financement du développement.

Portefeuille par continent*



Clé

- Pays prioritaires
- PMA (pays les moins avancés)
- PMA et pays prioritaires
- Autres pays



* Pour la liste complète des pays, voir l'annexe « Portefeuille par pays », p. 39.

Résumé du portefeuille

En 2023, SIFEM a continué de faire des progrès significatifs pour remplir sa mission qui vise à favoriser le développement durable dans les marchés émergents, en mettant l'accent sur la création d'emplois de qualité, la promotion de l'égalité des sexes, la contribution à l'action climatique et le soutien à une croissance économique inclusive. Les investissements de SIFEM couvrent 71 pays et se concentrent dans les régions ayant les plus grands besoins de développement, notamment en Afrique et en Asie.

Les points clés comprennent :

- **Création d'emplois** : Le portefeuille de SIFEM a soutenu 522 981 emplois, soit une augmentation de 8 % par rapport à 2022. La majorité des emplois a été créé dans des secteurs tels que les services financiers, le commerce de gros et de détail et les soins de santé.
- **Égalité des sexes** : En 2023, 40 % des emplois soutenus dans le portefeuille de SIFEM étaient occupés par des femmes, reflétant un engagement croissant en faveur de l'égalité des sexes.
- **Action climatique** : Les investissements dans les énergies propres ont permis d'éviter l'émission de 9,3 millions de tonnes de GES, contribuant ainsi aux objectifs de l'Accord de Paris.
- **Énergie propre** : En 2023, les Entités sous-jacentes financées par SIFEM ont généré 3 981 GWh d'énergie propre, soit suffisamment pour alimenter environ 2,2 millions de personnes dans les pays à revenu faible et intermédiaire. En outre, 839 MW de capacité d'énergie propre ont été installés, favorisant ainsi la durabilité énergétique à long terme.

L'alignement de SIFEM sur les normes internationales, telles que les « Operating Principles for Impact Management », garantit un niveau élevé de responsabilité et d'impact. Grâce à sa collaboration avec d'autres institutions européennes financière de développement, SIFEM continue de renforcer son portefeuille et génère ainsi des résultats sociaux, environnementaux et financiers positifs.

« En s'alignant sur le 2X Challenge révisé, SIFEM contribue à réduire l'écart entre les sexes dans les régions où les femmes sont confrontées à des obstacles pour participer à la vie économique, à investir dans les opportunités d'emploi des femmes et à améliorer l'accès aux services financiers. »

Angela de Wolff, présidente du comité
Performance & Impact

Introduction

SIFEM, l'institution de financement du développement (IFD) de la Confédération suisse, est un instrument clé de la coopération internationale au développement de la Suisse.

SIFEM fournit un financement à long terme aux petites et moyennes entreprises (PME) et aux entreprises à forte croissance par le biais de fonds d'investissement locaux et régionaux, favorisant le développement du secteur privé dans les marchés en développement et émergents.

La Confédération suisse fixe les objectifs stratégiques de SIFEM par cycles de quatre ans, définissant à la fois des objectifs d'impact sur le développement et des objectifs financiers. Le cadre actuel, qui couvre la période 2021-2024, définit des objectifs spécifiques conformes à l'Agenda 2030 pour le développement durable des Nations Unies et à l'Accord de Paris. Ces objectifs sont entre autres quantitatifs et visent à favoriser le développement durable.

SIFEM utilise trois canaux principaux pour ses investissements. Les deux premiers sont des canaux indirects, où le capital est alloué à des fonds de capital-investissement et à des fonds de revenu courant, qui financent ensuite des entreprises et des institutions financières dans les marchés émergents. Le troisième canal consiste en un financement direct par de la dette à long terme accordée à des institutions financières sur ces marchés (voir l'annexe pour plus de détails). Grâce à ces investissements, SIFEM contribue à la création d'emplois décents et soutient une croissance économique durable dans les marchés émergents. En outre, SIFEM accorde la priorité aux investissements qui favorisent la durabilité environnementale, notamment dans les domaines de l'action climatique et de la croissance verte.

Ce rapport d'impact a été préparé de manière indépendante par le Business Services Manager de SIFEM, Tameo Impact Fund Solutions SA (voir annexe), sur la base des données collectées par le gestionnaire de portefeuille de SIFEM, responsAbility Investments AG. Il fournit un aperçu de référence de l'impact sur le développement du portefeuille de SIFEM en décembre 2023, sur la base de la capacité de reporting des Entités financées et des Entités sous-jacentes financées.

Le rapport identifie également les principaux changements dans la performance d'impact du fonds entre 2022 et 2023, mettant en évidence les domaines à affiner et les opportunités pour améliorer la réalisation des objectifs d'impact sur le développement de SIFEM.

Objectifs de développement de SIFEM

La mission de SIFEM est de réduire la pauvreté et de promouvoir des économies durables, inclusives et résilientes en créant et en sécurisant des emplois de qualité, en élargissant les opportunités pour les communautés mal desservies et en soutenant des projets qui contribuent à une transition juste. SIFEM s'engage à aligner ses investissements sur les objectifs environnementaux mondiaux pour lutter contre la crise climatique et aider les marchés émergents à atteindre une croissance à faible émission de carbone. Il joue un rôle essentiel pour combler les déficits de financement et mobiliser des capitaux privés pour le développement économique local.

Le rôle de l'intermédiation financière dans la stimulation de la croissance du secteur privé dans les marchés émergents est au cœur de la théorie du changement de SIFEM.* Le renforcement des intermédiaires financiers locaux est un objectif clé, améliorant leur capacité à fournir des capitaux aux PME locales. Les contributions de SIFEM sont à la fois financières – par l'apport de capitaux à long terme – et non financières, en offrant un soutien consultatif pratique à ces intermédiaires. Cette approche intégrée est essentielle pour assurer la durabilité des résultats de SIFEM.

Les investissements de SIFEM contribuent à quatre résultats clés, chacun aligné sur des Objectifs de développement durable (ODD) spécifiques† :

- 1. Opportunités économiques et emplois décents :** Offrir aux PME un accès à un financement à long terme pour soutenir la croissance de leurs affaires et créer des opportunités d'emploi décentes et durables (ODD 5, 8 et 9).
- 2. Inclusion sociale :** Élargir l'accès aux biens et services essentiels pour les communautés mal desservies, en particulier pour les femmes et les entrepreneurs (ODD 3, 4, 5, 9 et 10).
- 3. Atténuation et adaptation au changement climatique :** Soutenir les entreprises qui produisent des résultats transformateurs en matière de climat, conformément à l'Accord de Paris (ODD 7, 12 et 13).
- 4. Viabilité économique et résilience :** Investir dans des intermédiaires financièrement durables qui adhèrent aux normes environnementales, sociales et de gouvernance (ESG), tout en s'alignant sur les objectifs de l'Accord de Paris (ODD 17).

* Théorie du changement. <https://sifem.ch/fr/notre-impact/cadre-dimpact/>

† Cadre d'impact de SIFEM. <https://sifem.ch/fr/notre-impact/cadre-dimpact/>

Vue d'ensemble du portefeuille

Depuis sa création, SIFEM a engagé 1,44 milliard de dollars d'investissements en Afrique, en Asie, en Europe de l'Est et en Amérique latine. En décembre 2023, la plus grande allocation sectorielle au sein du portefeuille de SIFEM était celle des activités financières, représentant 38 % du total des investissements. Viennent ensuite le commerce de gros et de détail (9 %), l'industrie manufacturière (9 %), les activités de santé humaine et d'action sociale (7 %) et la fourniture d'électricité, de gaz, de vapeur et de climatisation (7 %).

Le portefeuille de SIFEM se compose principalement de fonds de capital-investissement qui investissent dans des entreprises en croissance et des PME, à hauteur de 60 % du total. En outre, 15 % sont alloués à des fonds de revenus courants et 14 % à d'autres intermédiaires financiers.

Exposition géographique

En 2023, le portefeuille d'investissement de SIFEM est resté concentré en Asie et en Afrique, comme l'année précédente, ces deux régions représentant 74 % du total. L'Asie continue de représenter la plus grande exposition régionale, soit 40 % des investissements de SIFEM. La part allouée à l'Afrique a augmenté de 2% par rapport à 2022, pour atteindre 34% en 2023. L'Amérique latine (LATAM) représentait 18 % du portefeuille, tandis que l'Europe centrale et orientale (CEE) en représentait 6 %, soit une baisse de 4 % par rapport à l'année précédente. Les 2 % restants du portefeuille sont constitués d'investissements dans des Entités sous-jacentes financées qui opèrent à l'échelle mondiale sans se concentrer sur un pays en particulier, telles que des sociétés holding. Ils comprennent également les entreprises établies dans des pays développés qui fournissent des services/produits, directement ou par l'intermédiaire de filiales, à des clients finaux dans les pays émergents et les pays en développement.

Il convient de noter que les Entités sous-jacentes financées par SIFEM sont davantage exposées à l'Afrique (46 %) qu'à l'Asie (39 %), alors que la plupart des institutions financières du portefeuille sont davantage présentes en Asie.

Exposition par pays

En 2023, les investissements de SIFEM sont déployés dans 71 pays. L'Inde continue de représenter la plus grande exposition nationale, avec 9 % du total des investissements, suivie du Vietnam (7 %), du Kenya (7 %), du Cambodge (6 %) et de l'Afrique du Sud (6 %). Collectivement, plus de 56 % du portefeuille sont concentrés dans les 10 premiers pays.

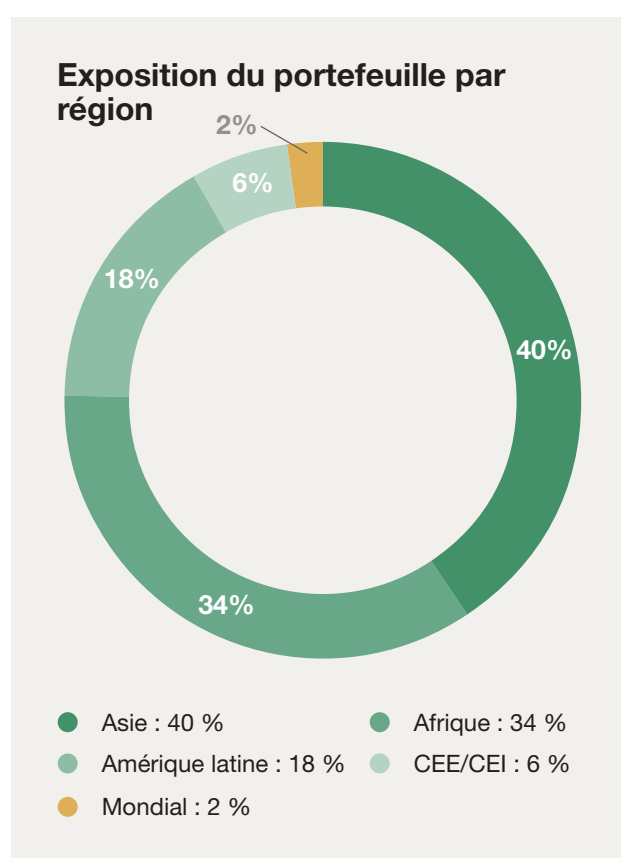


Fig. 1

Fig. 2

Exposition du portefeuille par pays (Top 10)

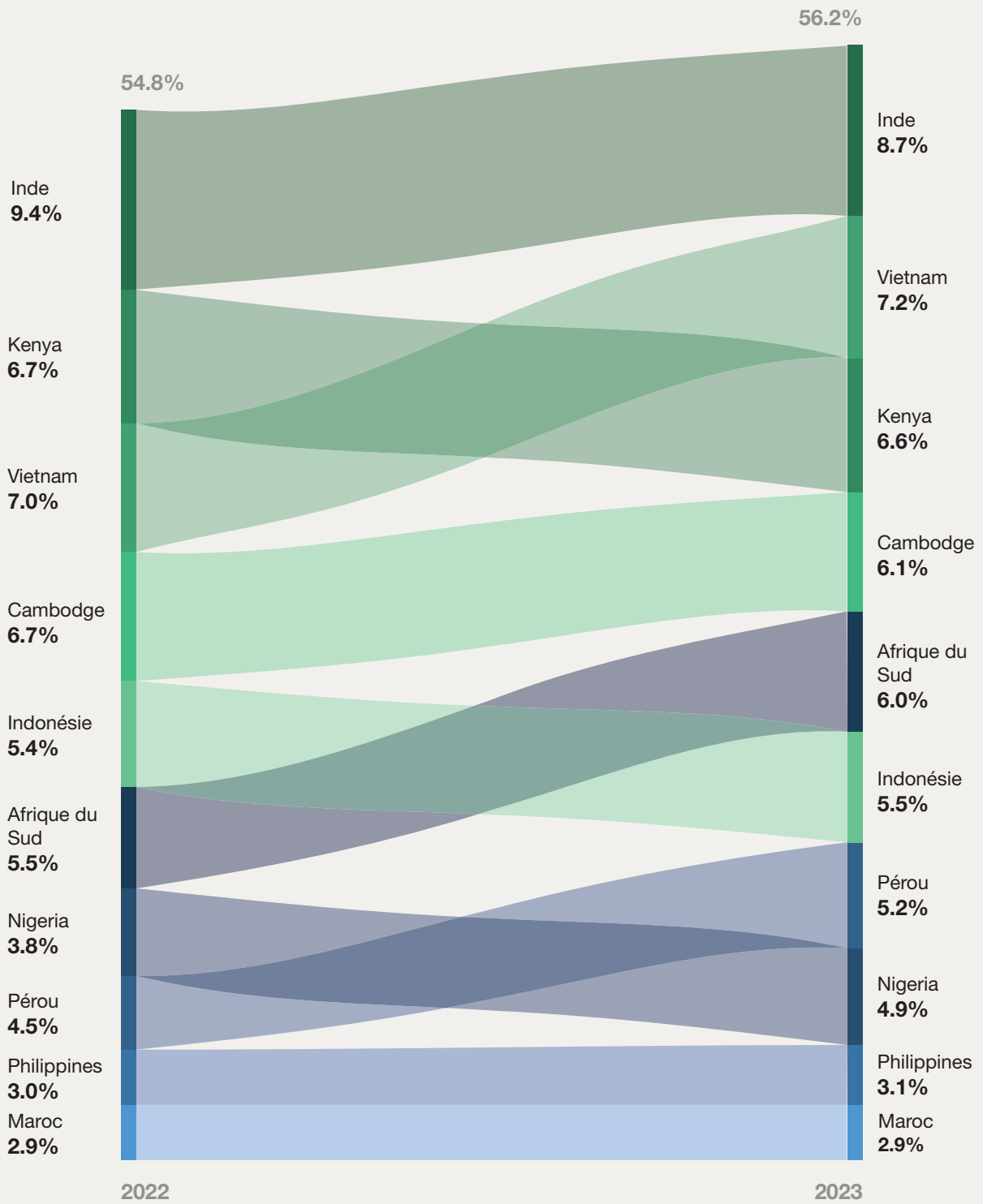
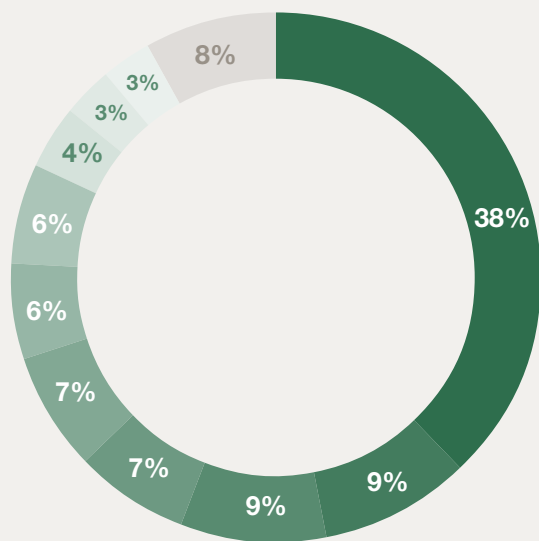


Fig. 3

Exposition du portefeuille par secteur



Secteur	2023	2022
● Activités financières et d'assurance	38%	44%
● Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules	9%	8%
● Industrie manufacturière	9%	7%
● Activités de santé humaine et de travail social	7%	6%
● Fourniture d'électricité, de gaz, de vapeur et de climatisation	7%	6%
● Agriculture, sylviculture et pêche	6%	5%
● Information et communication	6%	5%
● Alimentation en eau, gestion des déchets	4%	3%
● Éducation	3%	3%
● Transport et stockage	3%	3%
● Autre	8%	10%

Exposition sectorielle

L'exposition sectorielle de SIFEM a été classée sur la base de la Nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE).¹ En 2023, le secteur de l'intermédiation financière représentait la plus grande part du portefeuille avec 38%, **contre 44% en 2022 en raison du volume plus faible du portefeuille direct avec les institutions financières.** Cette concentration s'inscrit dans la stratégie de SIFEM qui consiste à réaliser des investissements directs dans les services financiers, tandis que les autres secteurs sont principalement couverts par le biais d'investissements indirects via des fonds.

SIFEM investit dans le secteur financier pour accéder à des marchés et secteurs spécifiques des économies émergentes. Les gestionnaires de fonds locaux et régionaux, ainsi que les institutions financières (IF), possèdent une connaissance approfondie de ces marchés, ce qui leur permet de mieux évaluer les risques, d'identifier les opportunités d'investissement viables et d'allouer le capital là où il est le plus nécessaire pour stimuler le développement du marché et créer un impact positif. Cette approche contribue également à renforcer les capacités de l'écosystème financier. En conséquence, les fonds et les institutions financières acquièrent l'expertise nécessaire pour déployer efficacement le capital, renforçant ainsi la durabilité à long terme des systèmes financiers locaux.

Le secteur du commerce de gros et de détail est la deuxième plus grande exposition, représentant 9 % du portefeuille. Les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, ainsi que de l'information et de la communication, sont restés stables à 6 %, ce qui correspond aux niveaux de 2022. Cette année, sur la base de la classification NACE, les secteurs de l'énergie (électricité, vapeur de gaz et climatisation) et de la distribution d'eau ont été séparés, représentant respectivement 7 % et 4 % du portefeuille. Ensemble, ils représentent 11 %, soit une augmentation de 2 % par rapport à l'année dernière. Dans l'ensemble, la répartition sectorielle en 2023 reflète étroitement celle de l'année précédente.

Exposition par niveau de revenu

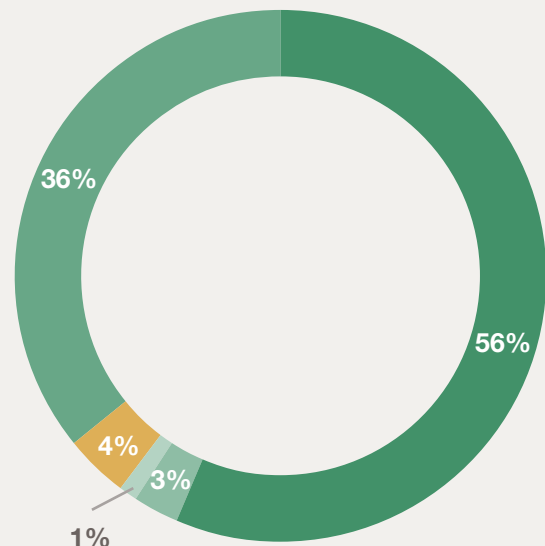
En 2023, la majeure partie du portefeuille de SIFEM était concentrée dans les pays à revenu intermédiaire inférieur, représentant 56 % du total. Les pays à revenu intermédiaire supérieur, tels que l'Indonésie, l'Afrique du Sud et le Pérou, représentaient 36 %. Les pays à revenu faible, comme l'Ouganda et l'Éthiopie, représentaient 3 %, tandis que les pays à revenu élevé, comme le Panama, représentaient 1 %. Les 4 % restants sont classés comme « Global » car la répartition par pays de certaines entreprises n'est pas claire vu qu'elles fournissent leurs services ou produits sur plusieurs marchés émergents.

Pays les moins avancés (PMA)

SIFEM a investi dans 21 pays les moins avancés (PMA) sur la base de la liste des PMA 2023, ce qui représente 14 % de son portefeuille d'investissement. Les expositions les plus importantes au sein du portefeuille des PMA sont le Cambodge (43 %), le Myanmar (14 %) et le Népal (13 %). **Les opportunités d'investissement dans les PMA qui répondent aux exigences de SIFEM en termes de taille de transaction, de rendement ajusté au risque, de professionnalisme et d'expérience de leurs gestionnaires, de qualité des projets sous-jacents financés et/ou disponibles, d'exposition aux devises et de risques politiques restent rares. Par conséquent, 60 % des investissements dans les PMA sont des prêts à des institutions financières.**

Fig. 4

Exposition du portefeuille par niveau de revenu du pays



Revenu	2023	2022
● Revenu intermédiaire inférieur	56%	57%
● Revenu intermédiaire supérieur	36%	36%
● Revenu faible	3%	3%
● Revenu élevé	1%	1%
● Global	4%	3%

Aperçu des investissements de SIFEM en 2023

En 2023, SIFEM a investi dans huit fonds en Afrique, en Asie et en Amérique latine, ainsi que dans deux institutions financières en Asie et en Europe de l'Est. Les nouveaux engagements de SIFEM en 2023 s'élèvent à 144 millions USD.

Investissement	Montant	Région	Instrument	Description
ACBA Bank	8 millions d'euros	Europe de l'Est (Arménie)	Prêt subordonné	Améliorer les services financiers pour les agriculteurs et les entreprises agroalimentaires, en ciblant spécifiquement les populations rurales et financièrement exclues.
Adenia Capital V	15 millions USD	Afrique	Fonds de capital-investissement	Se concentrer sur les entreprises de taille moyenne pour améliorer la qualité des emplois, promouvoir la diversité des genres et adhérer aux normes ESG et aux objectifs climatiques.
African River Fund IV	10 millions USD	Afrique	Fonds de revenu courant (mezzanine)	Investir dans des entreprises de taille moyenne dans des secteurs tels que l'agroalimentaire, la santé et les infrastructures numériques pour promouvoir le développement économique et la création d'emplois.
Alcazar Energy Partners II	15 millions USD	Global	Fonds de capital-investissement	Dédié au développement et l'extensions de projets d'énergie renouvelable, visant à promouvoir l'énergie propre, à réduire les émissions de carbone et à favoriser une croissance durable.
Darby Latin America Fund IV	15 millions USD	Amérique latine	Fonds de capital-investissement	Soutenir les entreprises de taille moyenne dans les secteurs axés sur le climat, notamment les énergies renouvelables et les infrastructures durables.
Évolution III	20 millions USD	Afrique	Fonds de capital-investissement	Soutenir l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets en finançant la production d'énergie renouvelable, des solutions en matière d'efficacité des ressources et de l'énergie, et des initiatives d'accès à l'énergie.
Global IME Bank	10 millions USD	Asie (Népal)	Prêt Senior	Fournir des services financiers aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME) mal desservies par le biais d'un vaste réseau de succursales, en se concentrant sur des secteurs tels que l'agroalimentaire et les entreprises dirigées par des femmes.
Metier Capital Growth Fund III	15 millions USD	Afrique	Fonds de capital-investissement	Investir dans des entreprises de taille moyenne qui améliorent la durabilité environnementale, soutiennent la diversité des genres et encouragent la consommation et la production responsables dans divers secteurs.
South Asia Growth Fund III	20 millions USD	Asie	Fonds de capital-investissement	Investir dans des entreprises qui visent l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique grâce à des modèles commerciaux éprouvés et des profils de revenus récurrents en Inde.
SPE DEF III	15 millions USD	Afrique	Fonds de capital-investissement	Investir dans les PME à forte croissance, en se concentrant sur des secteurs tels que la santé, l'éducation, la fabrication et les services aux entreprises.
Total	144 millions USD			



Impact sur le développement

1. Opportunités économiques et emplois décents

Emplois soutenus par SIFEM

L'un des principaux objectifs d'impact de SIFEM est de créer des emplois de qualité dans les marchés émergents, en mettant l'accent sur le développement d'opportunités d'emploi pour les femmes. La création d'emplois est essentielle pour réduire la pauvreté et améliorer les moyens de subsistance dans toute économie. Dans les marchés émergents, elle joue un rôle clé dans la transition des emplois informels à bas salaires vers des emplois de meilleure qualité dans le secteur formel. Ce changement favorise la résilience économique et favorise le développement durable.

SIFEM soutient la création d'emplois en investissant dans des fonds, des institutions financières et des PME des marchés émergents. En ciblant le « missing middle » (les entreprises trop grandes pour la microfinance mais trop petites ou trop risquées pour les banques traditionnelles), SIFEM stimule la croissance économique. À mesure que ces entreprises se développent, elles créent des emplois, augmentent leur productivité et améliorent leurs conditions de travail, contribuant ainsi à la stabilité économique, au développement de la main-d'œuvre et à de meilleurs moyens de subsistance dans les régions.

SIFEM suit la création et le soutien d'emplois directs et indirects à travers ses investissements. Les emplois directs sont ceux qui sont financés par les Entités sous-jacentes financées, les gestionnaires de fonds et les institutions financières de SIFEM. On estime que les emplois indirects résultent des prêts micro et PME accordés par les institutions financières du portefeuille de SIFEM à leurs clients finaux. En 2023, les emplois directs représentaient 93 % du total, tandis que les emplois indirects en représentaient 7 %.

Le portefeuille d'investissement de SIFEM a soutenu 522 981 emplois en 2023, contre 483 253 en 2022, soit une augmentation de 8 %. Cette croissance est attribuée à l'expansion des emplois au sein des Entités financées et des Entités sous-jacentes financées, ainsi qu'aux nouveaux investissements réalisés en 2023. En outre, SIFEM a modifié ses exigences en matière de reporting

cette année, en demandant aux Entités financées et aux Entités sous-jacentes financées de rapporter les emplois en équivalents temps plein (ETP), alors que l'année dernière, les données relatives aux emplois étaient calculées en combinant les effectifs et le nombre moyen d'heures travaillées.

Concentration sectorielle

Les emplois soutenus grâce aux investissements de SIFEM étaient répartis dans différents secteurs. Comme l'année précédente, la majorité des emplois (49 %) ont été fournis par le biais des services financiers, ce qui reflète l'allocation importante du portefeuille de SIFEM à ce secteur. Le niveau élevé de soutien à l'emploi dans les services financiers souligne l'importance de l'inclusion financière dans la promotion du développement économique. En améliorant l'accès au crédit et aux produits financiers, les investissements de SIFEM autonomisent les petites entreprises et les entrepreneurs, créant ainsi un effet d'entraînement sur l'activité économique et la création d'emplois dans de nombreux secteurs.

Au-delà des institutions financières, le secteur du commerce de gros et de détail représente 8 % des emplois soutenus, suivi par la santé humaine et les activités sociales (7 %) et l'information et la communication (6 %). De plus, trois secteurs, à savoir l'agriculture, la sylviculture et la pêche, les services administratifs et de soutien et l'industrie manufacturière représentaient respectivement 5 % des emplois soutenus.

Le secteur des activités de services administratifs et d'appui a fait preuve d'une grande efficacité, soutenant environ 5 % du nombre total d'emplois, bien qu'il représente moins de 2 % du portefeuille de SIFEM. Cela indique que même des investissements relativement modestes dans certains secteurs peuvent générer des avantages substantiels en matière d'emploi. En revanche, alors que 7 % des investissements de SIFEM ont été dirigés vers le secteur de l'énergie, la création d'emplois et le soutien dans ces secteurs ont été relativement plus faibles. Ce résultat est attendu compte tenu des besoins importants en capital du secteur de l'énergie qui nécessite davantage d'emplois pendant la phase

de construction et moins une fois les installations opérationnelles.

Même s'il crée moins d'emplois, le secteur de l'énergie joue un rôle essentiel dans la réalisation d'autres objectifs de développement, notamment l'atténuation du changement climatique et la production d'énergie propre. Les investissements dans ce secteur contribuent à la durabilité et à la résilience à long terme, favorisant la transition vers des économies à faibles émissions de carbone. En donnant la priorité aux projets d'énergie renouvelable, SIFEM répond non seulement aux besoins d'emploi immédiats, mais pose également les bases d'une croissance économique durable et d'une gestion environnementale responsable.

Concentration géographique

La plupart des emplois soutenus par les investissements de SIFEM en 2023 se trouvaient en Afrique (45 %), suivie de près par l'Asie (41 %). L'Amérique latine représentait 9 % des emplois soutenus, tandis que l'Europe centrale et orientale (CEE) en représentait 2 %. Ces résultats correspondent à l'exposition géographique du portefeuille de SIFEM, reflétant l'orientation stratégique de l'institution sur les régions ayant des besoins de développement et un potentiel de croissance élevés.

Dans ces quatre régions, les services financiers demeurent le secteur le plus créateur d'emplois. En Amérique latine, les deuxième et troisième secteurs les plus importants étaient ceux de la construction (15 %) et de la santé (8 %). En Afrique, un nombre important d'emplois a été créés dans les secteurs de l'information et de la communication et du commerce de gros et de détail, chacun représentant 11 % des emplois. En Asie, le soutien à l'emploi s'est concentré dans le commerce de gros et de détail (8 %) et dans les activités d'hébergement et de restauration (8 %).

Au niveau national, près de 50 % du total des emplois soutenus dans le portefeuille de SIFEM se trouvaient dans quatre pays : l'Inde (15 %), le Kenya (14 %), l'Indonésie (11 %) et l'Égypte (9 %). Il convient de noter que l'Indonésie a rejoint le top quatre des pays en termes d'emplois soutenus en 2023, bien que 6 % des investissements totaux de SIFEM soient alloués à ce pays. En outre, 41 % des emplois soutenus se trouvaient dans les pays prioritaires de la coopération

au développement de la Suisse, tandis que 7 % se trouvaient dans les PMA.

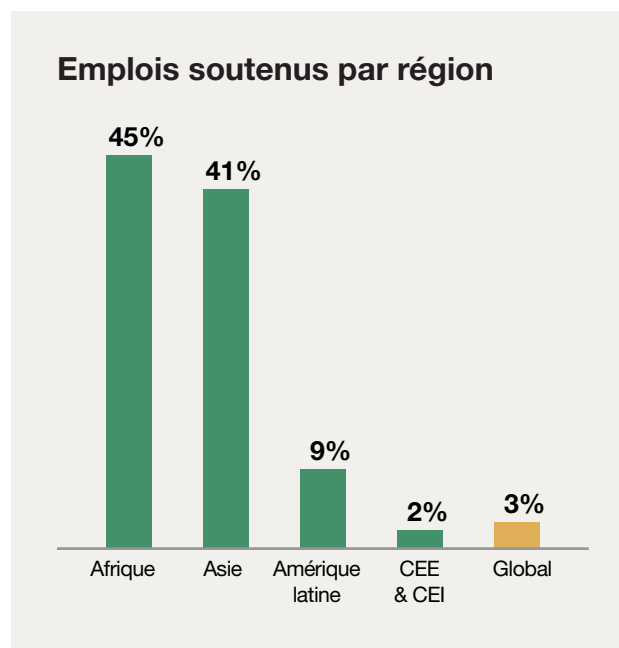


Fig. 5

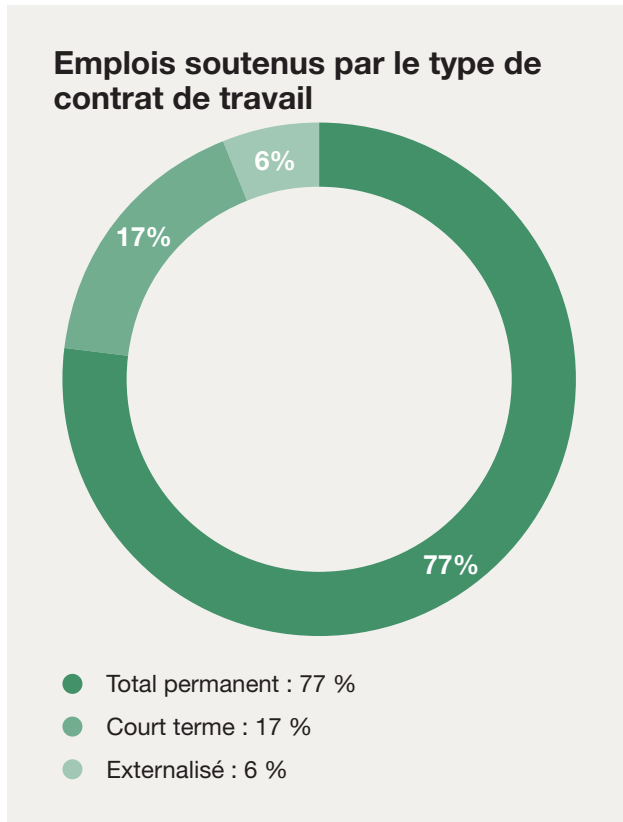
Type d'emploi

Parmi les emplois directs soutenus par le portefeuille de SIFEM, 77 % sont des postes permanents à temps plein et à temps partiel, 17 % sont des contrats à court terme et 6 % sont des postes externalisés ou sous contrat tiers. Cette proportion élevée d'emplois permanents est particulièrement encourageante dans les marchés émergents, où l'emploi informel dépasse 50 % de l'emploi total*, selon l'Organisation internationale du travail (OIT).² En favorisant des emplois plus permanents, SIFEM contribue à une plus grande sécurité et stabilité de l'emploi, deux éléments essentiels à la réduction de la pauvreté et à la résilience économique.

Bien que ces chiffres soient prometteurs, SIFEM reste déterminé à augmenter encore la part des postes permanents pour améliorer la qualité et l'impact de ses investissements. Notamment, le nombre de contrats à court terme est passé de 5 % en 2022 à 17 % en 2023. Cette augmentation est attribuée à une définition révisée des contrats à court terme, qui a clarifié les exigences de reporting, rendant la collecte et la déclaration des données plus transparentes.

* L'économie informelle représente 89 % de l'emploi dans les pays à revenu faible, 82 % dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et 50 % dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

Fig. 6



Emplois créés et maintenus

En outre, SIFEM estime le nombre d’emplois qu’elle contribue à créer et à maintenir chaque année, par rapport à la taille de son investissement. Ce chiffre est différent du nombre total d’emplois financés, qui donne un aperçu de l’emploi total dans l’ensemble des Entités financées et des Entités sous-jacentes financées du portefeuille de SIFEM au cours de l’année de référence. Les « emplois créés » font référence à la variation nette de l’emploi entre l’année en cours et l’année précédente, illustrant dans quelle mesure le nombre d’emplois a augmenté ou diminué au fil du temps dans les Entités financées et les Entités sous-jacentes financées déjà présentes dans le portefeuille l’année précédente. « Emplois maintenus » désigne les emplois dans les Entités financées et les Entités sous-jacentes financées qui existaient au moment où elles sont entrées dans le portefeuille de SIFEM et qui ont été ajoutées au portefeuille. Les emplois créés et maintenus sont calculés en tenant compte de l’importance de l’investissement de SIFEM par rapport à la taille de l’Entité financée. En 2023, SIFEM a contribué à la création et au maintien d’un total de 11 471 emplois*.

De meilleurs emplois

Selon l’OIT, plus de la moitié de la main-d’œuvre mondiale est engagée dans un travail informel, ce qui représente environ deux milliards de travailleurs.³ En outre, quatre entreprises sur cinq dans le monde ne sont pas officiellement enregistrées, ce qui souligne la prévalence généralisée de l’emploi et des activités commerciales informels.⁴ Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, une part importante de la population en âge de travailler est indépendante, notamment dans l’agriculture ou les activités informelles du secteur des services. Par exemple, en Afrique subsaharienne, où la part des investissements de SIFEM est substantielle, environ 85 % de l’emploi est informel.⁵ Cela souligne l’importance de l’accent mis par SIFEM sur la création d’emplois de qualité et la nécessité de passer de l’emploi informel à l’emploi formel.

L’approche de SIFEM va au-delà de la simple création d’emplois : elle vise à garantir que les emplois offrent des opportunités de développement des compétences et des avantages sociaux. En donnant la priorité à ces aspects, SIFEM cherche à contribuer au développement d’une économie durable et inclusive qui soutient la croissance à long terme dans les marchés émergents. Les emplois de qualité sont essentiels à la stabilité économique et au bien-être social, et jouent un rôle vital dans la réduction de la pauvreté et des inégalités. En outre, ils renforcent la résilience de la main-d’œuvre, rendant les économies plus adaptables aux changements et aux défis mondiaux.

Pour soutenir la création de meilleurs emplois, SIFEM collabore avec des fonds et des institutions financières pour améliorer les normes de travail. Ces partenaires sont contractuellement tenus de respecter les lois nationales du travail et les réglementations en matière de santé et de sécurité au travail. Elles adhèrent également aux normes fondamentales du travail de l’OIT, aux normes de performance de la Société financière internationale (IFC) en matière de durabilité environnementale et sociale, et maintiennent des conditions d’emploi de base lorsque la législation nationale ne respecte pas ces normes (voir « Normes ESG » à la page 32 pour plus de détails).

* Comprend à la fois les emplois directs soutenus au niveau des Entités financées par SIFEM (fonds et Entités sous-jacentes financées), ainsi que les emplois indirects soutenus par le biais de prêts aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Voir l’annexe pour plus de détails sur la méthodologie.

Africa Rivers Fund IV ouvre la voie à la création d'emplois décents dans les PMA

Investissement de SIFEM	10 millions USD
Année d'investissement	2023
Pays/Région	Afrique subsaharienne
Secteur	Multisectoriel
Instruments financiers	Titres à revenu fixe/dettes
Gestionnaire de fonds	XSML Capital Limited

À propos du Fonds

Africa Rivers Fund IV fournit des solutions de financement à long terme aux PME en croissance sur les marchés frontières, offrant à la fois du financement sous forme de dette senior garantie et de la dette mezzanine. En plus du capital, le fonds offre des services de conseil aux entreprises et une assistance technique pour soutenir la croissance des entreprises. Il se concentre principalement sur la République démocratique du Congo, l'Angola, la Zambie, le Kenya et l'Ouganda, répondant aux besoins financiers des PME avec un financement allant de 250 000 USD à 10 millions USD.

En 2023, SIFEM a engagé 10 millions USD de dette mezzanine dans le fonds, facilitant l'accès au capital privé et à l'expertise commerciale, y compris le soutien en matière d'ESG, de ressources humaines, d'opérations financières et de perfectionnement.

Contribuer à des emplois décents et à des opportunités économiques

L'une des missions principales du fonds est de créer des emplois de qualité à long terme et de donner plus de pouvoir à la main-d'œuvre locale. En améliorant les salaires et le pouvoir d'achat, le fonds profite non seulement à l'économie locale mais améliore également les opportunités d'éducation des enfants. En République démocratique du Congo, par exemple, les Entités sous-jacentes financées comptant plus de 5 à 10 employés proposent des contrats qui offrent l'accès aux services de santé aux familles des employés.

Le fonds vise également à élargir l'accès aux biens et services essentiels en investissant dans les petits entrepreneurs qui produisent ou vendent des biens abordables. Cela rend les produits essentiels plus accessibles aux populations à revenu faible. En outre,



le fonds favorise les réseaux d'entreprises qui aident les entrepreneurs à se développer, en particulier dans les pays fragiles où la création d'écosystèmes commerciaux interconnectés est essentielle à la stabilité et à la résilience économiques.

Autonomisation des femmes et promotion de l'égalité des sexes

Conformément à l'engagement de SIFEM en faveur de l'égalité des sexes, Africa Rivers Fund IV a mis en œuvre des initiatives en faveur de l'égalité des sexes à la fois au niveau du gestionnaire de fonds et au niveau de ses Entités sous-jacentes financées. Ces efforts garantissent l'égalité des chances pour les femmes sur le marché du travail, avec des programmes pilotes actuellement en cours. Le fonds adhère aux normes de genre du secteur, favorisant une croissance économique inclusive en autonomisant les femmes.

Soutenir les entreprises grâce à des programmes d'assistance technique

La fourniture d'une assistance technique est un élément essentiel de la stratégie du fonds. Au cours des 14 dernières années, le fonds a investi dans plus de 80 entreprises et mené plus de 150 projets d'assistance technique. Chaque société du portefeuille a bénéficié d'une assistance technique au moins une fois, souvent plusieurs fois, couvrant des domaines tels que la conformité ESG et les cadres d'investissement prenant en compte l'égalité des sexes.

Le fonds continue de chercher de nouveaux moyens d'améliorer son impact positif et a récemment commencé à explorer des stratégies d'atténuation et d'adaptation au climat pour lui-même et ses Entités sous-jacentes financées.

Toutefois, SIFEM opère souvent dans des pays où les réglementations nationales peuvent être faibles ou mal appliquées, ainsi que dans des pays dotés de lois du travail rigides qui nécessitent des accords contractuels flexibles. Pour relever ces défis, SIFEM travaille en étroite collaboration avec les gestionnaires de fonds pour s'assurer que ses Entités sous-jacentes financées développent de solides systèmes de gestion environnementale et sociale (ESMS) et recrutent du personnel qualifié pour les superviser. Ces systèmes sont essentiels pour identifier et atténuer les risques liés au travail et aux conditions de travail. En s'engageant activement auprès des gestionnaires de fonds et des institutions financières sur des périodes définies, SIFEM favorise le respect de ses normes élevées, favorisant ainsi des environnements de travail plus sûrs et plus équitables.

Mobilisation des ressources nationales

Pour favoriser des économies résilientes et inclusives dans les marchés émergents, les gouvernements ont besoin de sources de financement durables pour les programmes sociaux et les investissements publics. Les impôts payés par les entreprises sont essentiels au financement des services publics, notamment les infrastructures, l'éducation et les soins de santé. Ces contributions aident à promouvoir la stabilité économique et à soutenir un développement équitable. Le secteur privé, par l'intermédiaire des entreprises et de leurs employés, joue un rôle important dans la génération des recettes fiscales qui soutiennent les opérations gouvernementales. Dans le cadre de son mandat, SIFEM soutient les PME et les entreprises à forte croissance, qui à leur tour améliorent la mobilisation des recettes nationales grâce aux impôts versés aux gouvernements. Cela est essentiel pour relever l'un des principaux défis dans la réalisation des ODD.



Voir l'étude de cas 1

Page 23

En 2023, les Entités financées par SIFEM et leurs Entités sous-jacentes financées ont payé 1,6 milliard USD en impôts sur les sociétés et autres frais gouvernementaux. Cela constitue une baisse de 15 % par rapport à 2022, principalement en raison de la sortie de plusieurs Entités sous-jacentes financées du portefeuille après avoir contribué à des recettes fiscales substantielles l'année précédente.

2. Inclusion sociale

L'un des objectifs stratégiques de SIFEM est de consacrer au moins 30 % de ses investissements à combler les lacunes en matière de biens et de services essentiels, tels que la santé, l'éducation et les infrastructures de base, et à promouvoir l'inclusion financière et des modèles commerciaux innovants. Cette approche garantit que les investissements de SIFEM contribuent au développement durable en répondant aux besoins critiques des marchés émergents.

En 2023, SIFEM a réalisé cinq investissements pour soutenir ces objectifs. Trois de ces investissements concernaient des fonds visant à fournir des solutions énergétiques propres à des zones mal desservies, contribuant ainsi à la fois à l'accès à l'énergie et à la durabilité environnementale. Un autre investissement a ciblé les soins de santé et l'éducation, essentiels au développement du capital humain et à l'amélioration de la qualité de vie. En outre, SIFEM a investi dans deux institutions financières qui servent le secteur agricole et les PME appartenant à des femmes, favorisant ainsi l'autonomisation économique et l'inclusion financière.

Ces investissements soulignent l'engagement continu de SIFEM à favoriser des économies résilientes et inclusives.

Accès aux services financiers

L'accès aux services financiers est essentiel pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME), leur permettant d'investir, de se développer et d'innover. Les MPME jouent un rôle crucial à l'échelle mondiale et dans les marchés émergents, représentant 90 % des entreprises et contribuant à plus de 50 % de l'emploi mondial. Dans les économies émergentes, les PME formelles génèrent jusqu'à 40 % du PIB, ce qui en fait des moteurs essentiels de la création d'emplois et de l'autonomisation économique.⁶ Malgré leur importance, 70 % des MPME sont confrontées à un déficit de financement et 1,7 milliard d'adultes n'ont pas accès à des comptes offrant des transactions de base, les défis les plus aigus se situant en Asie et en Afrique subsaharienne.⁷

Pour combler ces lacunes, SIFEM investit dans des fonds et des institutions financières qui fournissent des prêts et des services aux PME à forte croissance en Amérique latine, en Asie et en Afrique. En soutenant ces institutions, SIFEM contribue à combler le déficit de financement des entreprises tout en renforçant les

systèmes financiers qui servent les particuliers et les ménages, améliorant ainsi leur résilience. L'accès aux services financiers permet aux ménages d'épargner, de gérer leurs revenus et de constituer des filets de sécurité, essentiels en période d'incertitude économique. Cet accès facilite également les investissements dans l'éducation, les soins de santé et le logement, améliorant ainsi la qualité de vie globale.

L'objectif de SIFEM est de fournir des produits et services financiers impactants aux MPME, en particulier dans les régions mal desservies, favorisant ainsi une croissance inclusive. En 2023, grâce à ses investissements dans des institutions financières, SIFEM a facilité 9,7 millions de prêts dans ses zones géographiques cibles. En termes de volume, 5 milliards USD ont été consacrés aux microcrédits (27 %), 6,3 milliards USD aux prêts aux PME (34 %) et 7,1 milliards USD aux autres types de prêts (39 %). Le montant moyen d'un microcrédit était d'environ 2 695 USD, tandis que le montant moyen d'un prêt aux PME était de 126 792 USD, avec une augmentation en raison de projets à grande échelle. Toutefois, le montant médian des prêts aux PME était de 22 800 USD.

Cette année, des institutions financières supplémentaires et des Entités sous-jacentes financées ont fourni des données sur les femmes clientes et les clients ruraux. Parmi celles qui ont rapporté des chiffres, 61 % du total des clients étaient des femmes et 61 % étaient basées dans des zones rurales en 2023.

Protection des clients

Dans le cadre de ses investissements, SIFEM promeut des pratiques de prêt responsables auprès des institutions financières qu'elle soutient afin de protéger ses clients contre des risques tels que le surendettement. Lors de son analyse d'investissement, SIFEM évalue les pratiques de prêt de chaque institution de microfinance pour garantir le respect des normes de protection des clients.⁸ Ces normes couvrent des domaines clés tels que la prévention du surendettement, la garantie de la transparence des conditions de prêt, le traitement équitable des clients et la protection des données des clients.

Facilité d'assistance technique de SIFEM

En 2024, SIFEM a lancé une phase pilote de trois ans pour une nouvelle facilité d'assistance technique (TAF), avec un budget de 3,4 millions USD fourni par le SECO, afin de soutenir ses Entités financées. Ce mécanisme axé sur la demande vise à renforcer les capacités des Entités financées et des Entités sous-jacentes financées, ainsi que l'environnement commercial au sens large, au cas par cas. Son objectif est de faciliter les investissements dans des contextes difficiles et d'améliorer leur impact. La TAF de SIFEM se concentrera sur des domaines tels que le climat, la planification des ressources de l'entreprise (ERP), l'ESG et le genre. Ce soutien comprendra des services tels que le conseil en matière de risques climatiques, qui aidera les gestionnaires de fonds à quantifier les émissions de carbone, à évaluer les risques de transition et à définir des stratégies pour réduire les émissions ou mettre en œuvre des mesures d'adaptation appropriées. En outre, la TAF offrira des subventions pour cofinancer une initiative d'assistance technique gérée par un fonds dans lequel SIFEM a investi, afin de soutenir davantage ses Entités sous-jacentes financées.

En mettant en œuvre ces normes, SIFEM garantit que les services financiers sont fournis de manière sûre, responsable et équitable, contribuant à la fois à la durabilité des systèmes financiers et au bien-être des clients.

Accès aux services essentiels

Les investissements dans l'éducation et la santé jouent un rôle crucial dans la réalisation de l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être) et de l'ODD 4 (Éducation de qualité). Une main-d'œuvre en meilleure santé et mieux formée contribue à une meilleure productivité, à l'innovation et à la croissance économique.

* Ces données couvrent 30 % des Entités sous-jacentes financées par SIFEM dans le domaine de l'éducation.

L'engagement de la NMB Bank en faveur de l'inclusion financière et sociale

Investissement de SIFEM	10 millions USD
Année d'investissement	2021
Pays/Région	Asie du Sud-Est
Secteur	Développement des PME
Instruments financiers	Titres à revenu fixe/dettes
Institution financière	NMB Bank

À propos de NMB Bank

NMB Bank est une institution financière commerciale de premier plan au Népal, connue pour son financement durable dans des secteurs tels que l'agriculture, le tourisme, l'éducation et les énergies renouvelables. Présente dans toutes les provinces, NMB Bank compte 201 succursales, servant environ 35 000 emprunteurs et deux millions de déposants. Avec plus de 100 projets durables, NMB Bank atteint environ 65 % de son objectif de compensation carbone pour 2025, en grande partie grâce à des projets hydroélectriques d'une capacité totale de 571 MW. En tant que membre de la Global Alliance for Banking on Values (GABV), la banque accorde la priorité à un triple objectif : les personnes, la planète et la prospérité. Depuis l'investissement de SIFEM en 2021, NMB Bank a fait preuve de résilience et d'une croissance constante de son portefeuille.

Contributions aux PME, au climat et aux initiatives sociales

L'investissement de SIFEM soutient l'ambition de NMB Bank de devenir leader de la finance durable au Népal. La banque collabore étroitement avec les MPME dans des secteurs tels que le commerce, la vente au détail, le tourisme et l'agriculture, offrant des services de conseil pour aider les clients à intégrer les considérations ESG, améliorant ainsi l'efficacité et la durabilité.

NMB Bank promeut également des initiatives sociales à travers son plan d'équité des sexes et d'inclusion sociale (GESI), qui vise un équilibre entre les sexes de 50/50 au sein du personnel et des postes de direction pour les femmes. La banque soutient plus de 3 000



femmes entrepreneures et plus de 600 migrants de retour grâce à ses programmes de microfinance et de prêts à taux préférentiels, favorisant ainsi l'indépendance économique. De plus, près de 1 000 clients bénéficient de son programme de prêts agricoles subventionnés.

La responsabilité sociale est au cœur des opérations de NMB Bank, qui comprend des programmes d'éducation financière, des initiatives en matière de santé et d'éducation des femmes et un soutien aux communautés suburbaines et rurales grâce à des services d'éducation et de santé améliorés.

La durabilité environnementale

NMB Bank s'engage en faveur du financement vert, notamment de l'hydroélectricité, et est membre du Partnership for Carbon Accounting Financials (PCAF). La banque a publié ses émissions de carbone pendant deux années consécutives, reflétant son engagement à réduire le financement des combustibles fossiles et à diminuer les émissions de gaz à effet de serre.

Partenariat entre SIFEM et NMB Bank

L'investissement de 12 millions de dollars de SIFEM dans NMB Bank en 2021 était son premier au Népal, un pays prioritaire de la coopération suisse au développement. Ce partenariat renforce le modèle bancaire durable de NMB Bank et soutient les prêts aux MPME locales, contribuant ainsi à créer des emplois et à améliorer la résilience de l'économie locale. L'investissement de SIFEM s'inscrit dans sa mission plus large de promotion d'une croissance économique durable grâce à l'inclusion financière et sociale.

SIFEM comble les lacunes critiques en matière d'éducation et de soins de santé en investissant dans des entreprises qui fournissent ces services essentiels aux populations mal desservies. En ciblant les communautés à revenu faible et les zones rurales, les investissements du SIFEM contribuent à réduire les inégalités et à créer des opportunités pour tous. Toutefois, dans de nombreux marchés émergents, l'accès à une éducation et à des soins de santé de qualité reste limité en raison d'infrastructures et de financements inadéquats. Pour combler ces lacunes, 3 % du portefeuille de SIFEM sont consacrés à l'éducation et 7 % à la santé.

En 2023, les Entités sous-jacentes financées ont déclaré avoir inscrit 1,9 million d'étudiants, employé 4 567 enseignants et soutenu 3 308 établissements d'enseignement.* Ces investissements sont essentiels dans les régions où les ressources éducatives sont rares, ce qui a un impact direct sur la main-d'œuvre future et le développement communautaire.

Dans le domaine de la santé, SIFEM se concentre sur l'amélioration de l'accès aux soins médicaux essentiels dans les régions où il reste limité. Grâce à des investissements ciblés, SIFEM s'efforce d'améliorer l'accès aux soins de santé, contribuant ainsi à une meilleure qualité de vie et au développement du capital humain à long terme. Une meilleure éducation et de meilleurs soins de santé sont essentiels pour réduire la pauvreté et permettre aux individus de mener une vie plus saine et plus productive.

Autonomisation économique des femmes

La promotion de l'égalité des sexes est au cœur de la mission de SIFEM. En intégrant les considérations de genre dans l'ensemble de son processus d'investissement, SIFEM travaille avec des fonds et des institutions financières à la promotion de l'autonomisation économique des femmes. Cette approche vise à accroître l'inclusion financière des femmes, à combler les écarts entre les sexes sur le marché du travail, à améliorer les opportunités dans les postes de direction et à adapter les produits et services aux besoins spécifiques des femmes. Ces efforts sont particulièrement essentiels dans les régions où les femmes sont confrontées à des obstacles importants à leur participation économique, ce qui a des répercussions sociales et économiques plus larges.

SIFEM est membre du 2X Challenge, qui établit des normes reconnues dans l'industrie en matière d'investissement favorisant l'égalité des sexes et cherche à mobiliser des capitaux pour faire progresser l'égalité des sexes. Dans le cadre de ses objectifs stratégiques 2021-24, SIFEM vise à garantir qu'au moins 20 % des nouveaux investissements soient éligibles au 2X Challenge. En 2023, trois investissements ont répondu aux critères 2X, tandis que d'autres investissements, bien que non répertoriés à l'origine dans le cadre de l'initiative, s'alignent sur ses normes axées sur le genre, reflétant un engagement croissant au sein du portefeuille.

L'emploi des femmes

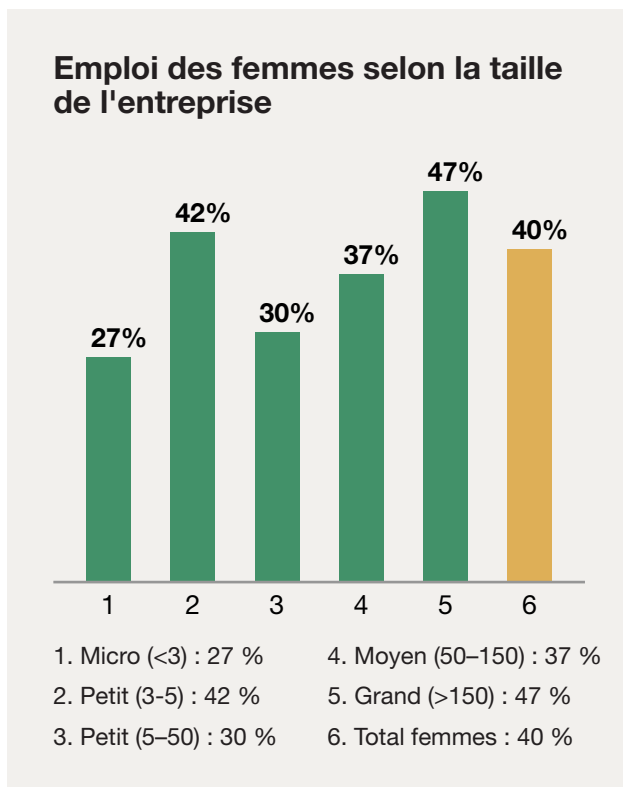
En 2023, 40 % des emplois soutenus par les investissements de SIFEM étaient occupés par des femmes, soit une augmentation de 5 % par rapport à 2022 grâce aux investissements les plus récents. Les investissements réalisés après janvier 2020 soutiennent une proportion plus élevée de femmes employées (en moyenne 37 %), tandis que les investissements plus anciens ont une représentation féminine plus faible (32 %), en partie en raison de secteurs dominés par les hommes comme la construction. En revanche, les secteurs tels que la santé, l'éducation et les communications, qui emploient généralement plus de femmes, représentent une part plus faible du total des emplois de SIFEM mais s'alignent sur les tendances mondiales.⁹

Les grandes entreprises de plus de 150 salariés (47 %) et les petites entreprises de 3 à 5 salariés (42 %) affichent une proportion plus élevée de femmes, tandis que les micro-entreprises et les petites entreprises ont tendance à employer moins de femmes. Cela suggère que les grandes entreprises peuvent implémenter des politiques relatives au genre plus structurées, tandis que les petites entreprises sont confrontées à des défis pour atteindre l'équilibre entre les sexes. Ces informations soulignent le besoin de stratégies adaptées pour soutenir l'emploi des femmes dans les entreprises de toutes tailles.

Impact sur le développement

Ceci est confirmé par certaines données suggérant que les femmes sont souvent employées dans de grandes entreprises plutôt que dans des PME dans les marchés émergents. Cette tendance est en partie inhérente aux structures d'emploi formelles proposées par les grandes entreprises, qui sont plus susceptibles de fournir des emplois stables et sûrs, un meilleur respect du droit du travail, un développement de carrière et des politiques inclusives en matière de genre. En revanche, les PME des marchés émergents manquent souvent de processus de recrutement formels, d'avantages sociaux et de sécurité.¹⁰

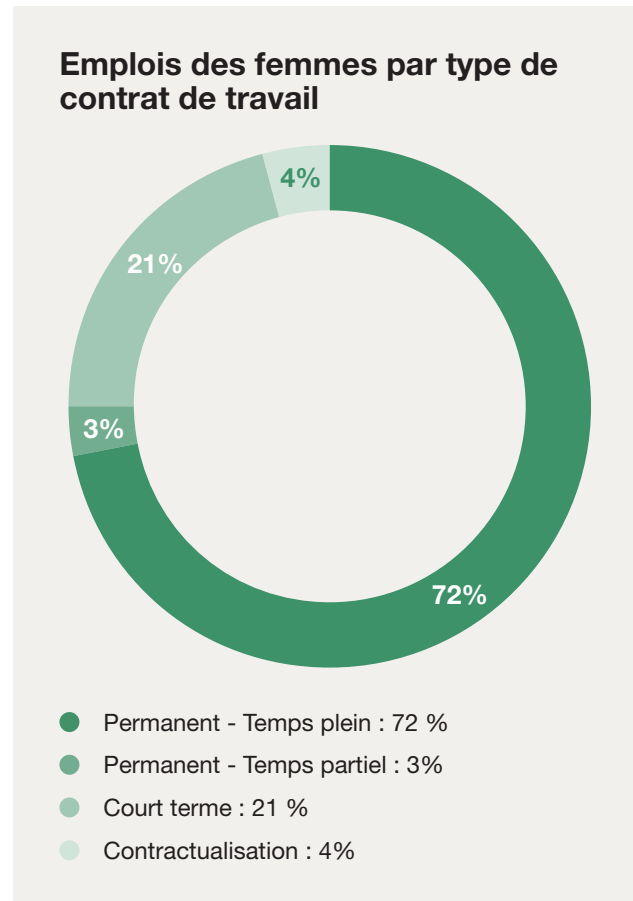
Fig. 7



Type d'emplois

Les femmes sont plus susceptibles d'être employées à des postes permanents à temps plein (72 %) ou sous contrat à court terme (21 %) au sein du portefeuille de SIFEM, offrant ainsi une plus grande stabilité et sécurité d'emploi. Cette tendance peut également être attribuée à la faible représentation des femmes dans les emplois du secteur de la construction. La stabilité est essentielle à l'autonomisation économique des femmes, car elle leur permet d'acquérir une indépendance financière et de contribuer à la vie de leur communauté.

Fig. 8



Formation

En 2023, 37 % des formations dispensées par les Entités sous-jacentes financées par SIFEM étaient destinées aux femmes, au profit de 49 013 employées. L'accent mis sur la formation est essentiel pour combler l'écart entre les sexes dans les postes de direction et les rôles spécialisés, en dotant les femmes des compétences nécessaires pour faire progresser leur carrière. SIFEM s'engage à collaborer avec les Entités financées pour améliorer la collecte de données relatives au genre, afin de garantir une compréhension globale de son impact sur l'autonomisation économique des femmes.¹¹

Haute direction

En 2023, 28 % des postes de direction du portefeuille de SIFEM étaient occupés par des femmes. Bien que cela constitue un progrès, ce taux reste inférieur à la moyenne mondiale de parité entre les sexes, qui s'établit à 42,7 % pour les postes de direction en 2022.

3. Changement climatique

Investissements climatiques pour une croissance propre et inclusive

SIFEM s'engage en faveur de l'action climatique, en s'alignant sur la stratégie de coopération internationale 2021-24 de la Suisse, ses objectifs stratégiques et son approche en matière d'investissement responsable. En avril 2023, SIFEM a adopté son Approche climatique¹² qui promeut un développement résilient au changement climatique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Cela garantit que les investissements de SIFEM soutiennent les efforts mondiaux de lutte contre le changement climatique tout en favorisant une croissance durable dans les marchés émergents.

Afin de promouvoir une croissance inclusive et à faible émission de carbone, SIFEM investit et mobilise des fonds pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. Au moins 25 % des nouveaux investissements sont consacrés à ces domaines, soutenant ainsi une transition juste qui profite aux communautés vulnérables. Conformément à ses objectifs stratégiques, tous les nouveaux investissements s'alignent sur l'Accord de Paris et les contributions déterminées au niveau national (CDN) des pays concernés. En 2023, SIFEM a réalisé quatre investissements axés sur les énergies renouvelables, la gestion de l'eau et l'agriculture durable, visant à réduire les émissions de carbone et à renforcer la résilience climatique.

Près de 50 % des fonds SIFEM ont rendu compte de leurs stratégies de résilience climatique, et 50 % d'entre eux ont confirmé en avoir mis en œuvre une. Cela porte le pourcentage total de fonds SIFEM dotés de stratégies de résilience climatique à 22 %, ce qui témoigne d'une sensibilisation et d'une action accrues sur les risques climatiques.

Émissions de GES évitées

Le secteur financier joue un rôle essentiel dans le soutien de l'innovation à faibles émissions de carbone et dans la mobilisation de capitaux pour l'action climatique, contribuant directement à l'ODD 13 (Action pour le climat). SIFEM estime sa contribution à l'atténuation du changement climatique en calculant les émissions

évitées de son portefeuille, reflétant ainsi son engagement envers les objectifs climatiques mondiaux.

En 2023, les investissements de SIFEM ont permis d'éviter 9,3 millions de tonnes d'émissions de GES, soit une augmentation de 91 % par rapport à 2022. Ce chiffre d'émissions évitées équivaut aux émissions annuelles d'environ 1,6 million de personnes dans les pays à revenu faible et intermédiaire*, en supposant une émission moyenne par habitant de 5,8 tonnes de CO₂e par an.¹³ Cette croissance est due en grande partie à deux Entités sous-jacentes financées. La première entreprise, une société indienne d'énergie renouvelable, qui a permis d'éviter 2,2 millions de tonnes de CO₂e, a connu une expansion commerciale substantielle en 2023, augmentant sa production d'énergie propre et sa prévention des émissions. En décembre 2023, cette croissance avait déjà eu un impact notable, et l'introduction en bourse de la société, lancée en 2024, a encore renforcé sa position d'acteur majeur du secteur des énergies renouvelables.¹⁴ L'autre entreprise a quadruplé ses émissions de GES évitées depuis l'année dernière, grâce à une augmentation de son offre de produits solaires hors réseau et à une révision de la comptabilité carbone, qui a été officiellement certifiée par Gogla,¹⁵ un organisme de certification mondial.

L'augmentation de cette année démontre à quel point les émissions de GES évitées peuvent fluctuer considérablement d'une année à l'autre. Cette variabilité résulte des défis permanents auxquels le secteur est confronté, notamment le manque de méthodologies standardisées ou de cadres internationaux. En conséquence, de nombreuses entreprises sont contraintes de développer leurs propres approches pour calculer les scénarios d'émissions de référence et de formuler des hypothèses sur la consommation énergétique future, ce qui entraîne des variations dans les estimations.

La majorité (88 %) de ces émissions évitées provient des secteurs de l'énergie et de l'approvisionnement en eau, le reste provenant des secteurs de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture. Géographiquement, 76 % des émissions évitées l'ont été en Afrique, 27 % en Asie et 1 % en Amérique latine, ce qui correspond à l'accent mis par SIFEM sur les régions très vulnérables au changement climatique.

* En supposant 30 726 535 kt d'équivalent CO₂ émis par les pays à revenu faible et intermédiaire par an (2020) et une population de 5,3 milliards d'habitants dans ces pays.

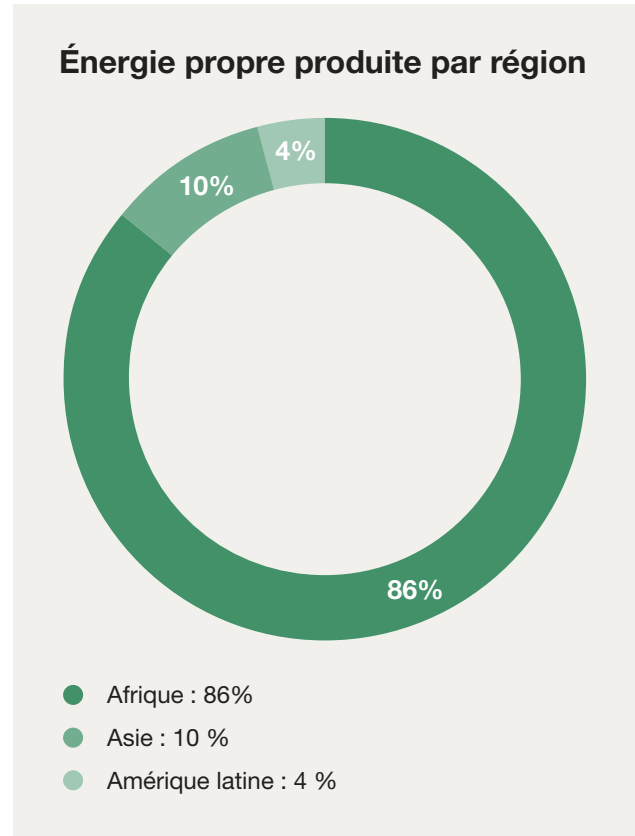
Énergie propre produite

L'innovation dans les technologies propres est essentielle, en particulier dans des secteurs comme l'industrie lourde et le transport longue distance, où les émissions sont plus difficiles à réduire. Malgré les progrès récents, les investissements dans les marchés émergents restent insuffisants pour transformer les systèmes énergétiques. Actuellement, seulement un cinquième des investissements mondiaux dans les énergies propres vise ces régions. D'ici le début des années 2030, les investissements doivent tripler – de 770 milliards de dollars à un montant situé entre 2 200 et 8 000 milliards de dollars – pour répondre aux demandes énergétiques des pays du Sud de manière durable et conformément à l'Accord de Paris.¹⁶

Pour soutenir cet objectif, SIFEM investit dans des entreprises des secteurs de l'énergie et de l'agriculture qui utilisent des technologies propres. En 2023, les Entités sous-jacentes financées par SIFEM ont généré 3 981 GWh d'énergie propre, soit l'équivalent de la consommation annuelle d'environ 2,2 millions de personnes dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Il s'agit d'une baisse de 23 % par rapport à 2022, principalement parce que plusieurs Entités sous-jacentes financées ayant déclaré des chiffres importants l'année dernière n'ont pas fourni de données pour cette année. À l'avenir, SIFEM s'efforcera d'améliorer la couverture des données sur la production d'énergie propre.

La majorité de l'énergie propre a été produite en Afrique (86 %), suivie de l'Asie (10 %) et de l'Amérique latine (4 %).

Fig. 9

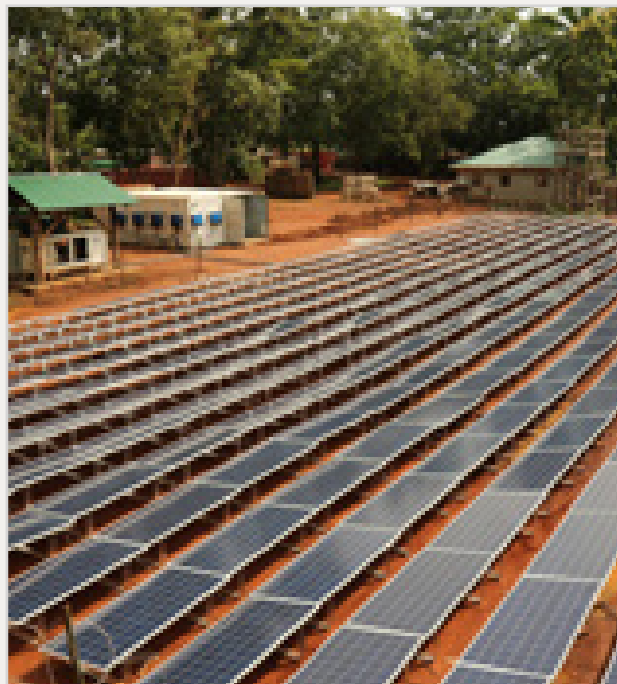


Énergie propre installée

SIFEM surveille la capacité de production des infrastructures d'énergie propre, telles que les éoliennes, les panneaux solaires et les centrales hydroélectriques, qui ont été installées et sont capables de produire de l'électricité. En 2023, les investissements de SIFEM ont permis l'installation de 839 MW de capacité de production d'énergie propre. Cela peut générer suffisamment d'électricité pour environ 1,2 million de personnes par an dans les pays à revenu faible et intermédiaire.¹⁷

Alcazar Energy Partner II – Accélérer l'accès à une énergie propre et abordable

Investissement de SIFEM	15 millions USD
Année d'investissement	2023
Pays/Région	Afrique, Asie, Balkans
Secteur	Énergie renouvelable
Instruments financiers	Fonds de capital-investissement
Gestionnaire de fonds	Alcazar Energy Management Services LLC-FZ



À propos d'AEP-II

Alcazar Energy Partners II (AEP-II) est un fonds d'infrastructures durables axé sur les projets d'énergie renouvelable à grande échelle dans les marchés émergents. Sa mission est d'accélérer le déploiement d'une énergie propre, abordable et fiable en développant, finançant et réalisant des projets renouvelables en collaboration avec les gouvernements, les communautés locales et les entreprises. AEP-II vise à répondre à la demande croissante en énergie tout en réduisant les émissions de carbone.

Le fonds soutient l'ODD 13 (Action pour le climat) et l'ODD 7 (Énergie propre et abordable) par le biais d'investissements dans des projets éoliens terrestres et solaires photovoltaïques (PV). En outre, AEP-II promeut l'ODD 5 (Égalité des sexes), l'ODD 8 (Travail décent et croissance économique) et l'ODD 15 (Vie terrestre) en adoptant les meilleures pratiques en matière de gestion ESG, d'évaluations de la biodiversité et de développement de projets durables.

Impact environnemental et social

AEP-II répond au besoin d'augmentation des capacités en énergie renouvelable sur les marchés émergents en tirant parti de son expertise en matière d'investissement dans les énergies renouvelables, de financement

de projets et d'opérations techniques. Son modèle d'investisseur-développeur permet le développement responsable d'actifs greenfield, intégrant les considérations ESG à chaque étape. AEP-II se concentre également sur la constitution d'équipes locales et sur l'investissement dans le développement des capacités, contribuant ainsi à la croissance économique locale.

L'égalité des sexes est au cœur des opérations d'AEP-II, les femmes représentant 40 % de ses effectifs. Le fonds travaille avec des entrepreneurs pour accroître l'emploi des femmes pendant la construction et l'exploitation des projets. AEP-II soutient les femmes par le biais de formations, d'initiatives de renforcement des capacités et de la promotion d'environnements de travail inclusifs.

Partenariats et impact

Grâce à des partenariats avec SIFEM et d'autres investisseurs institutionnels, AEP-II vise à mobiliser 2 milliards USD d'investissements directs étrangers dans les marchés émergents. Ces investissements soutiendront le développement de plus de 1,4 GW de projets d'énergie renouvelable, qui devraient générer 4 350 GWh d'énergie propre par an, atténuer 2,8 millions de tonnes d'émissions de GES et fournir de l'énergie à plus de 315 000 foyers. En outre, ces projets créeront des opportunités d'emploi à long terme, renforçant ainsi la résilience économique locale.

4. Viabilité et résilience économiques

SIFEM évalue rigoureusement les fonds et les institutions financières qu'il soutient pour s'assurer qu'ils sont financièrement viables, qu'ils adhèrent aux normes ESG internationales et qu'ils s'alignent sur les objectifs de l'Accord de Paris. En collaborant étroitement avec les intermédiaires financiers, SIFEM contribue à améliorer les processus de gestion des risques environnementaux et sociaux grâce à des plans d'action ciblés.

Viabilité financière

La viabilité financière est un critère essentiel pour les investissements de SIFEM, garantissant que la rentabilité des Entités financées s'aligne sur les objectifs de SIFEM. SIFEM améliore les performances financières des institutions financières, des gestionnaires de fonds et des Entités sous-jacentes financées en fournissant des financements à long terme et une expertise technique, et en soutenant la mobilisation de capitaux privés. Cette approche contribue à la stabilité et à la croissance des systèmes financiers dans les marchés émergents tout en garantissant des rendements.

Normes ESG

SIFEM applique des normes ESG strictes alignées sur celles des institutions européennes de financement du développement (EDFI). Chaque Entité financée est évaluée en termes de conformité et la plupart sont tenues de développer un système de gestion environnementale et sociale (ESMS) avant l'investissement. L'ESMS comprend :

- Conformité à la liste d'exclusion de l'EDFI.
- Respect de la législation locale en matière d'environnement, de santé et de sécurité, de travail.
- Alignement sur les normes internationales, telles que les Principes directeurs des Nations Unies, les Conventions fondamentales de l'OIT et les Normes de performance de l'IFC.
- Surveillance ESG confiée à la haute direction et au personnel qualifié.

Si nécessaire, SIFEM élabore des plans d'action environnementaux et sociaux (ESAP) pour garantir un alignement total avec les principes ESG. D'autres documents complètent l'ESMS pour couvrir les éléments de gouvernance et de lutte contre la corruption.

Alignement de Paris

Conformément à ses objectifs stratégiques 2021-2024, tous les nouveaux investissements de SIFEM doivent s'aligner sur l'Accord de Paris. Il s'agit de sélectionner les investissements par rapport à la liste harmonisée d'exclusion des combustibles fossiles de l'EDFI et de mener une vérification diligente sur les risques environnementaux et sociaux, les risques climatiques et les stratégies d'atténuation. Les investissements sont également examinés par rapport aux contributions déterminées au niveau national (CDN) des pays hôtes afin de garantir la cohérence avec les objectifs climatiques nationaux.

Comités consultatifs des commanditaires (LPAC)

SIFEM participe activement aux organes de surveillance des fonds dans lesquels elle investit. Elle est membre votant des comités consultatifs des commanditaires (LPAC) de la plupart des fonds (78 sur 82), ce qui permet à SIFEM de s'engager dans la prise de décision, d'offrir un soutien technique et d'assurer l'alignement avec ses objectifs de développement durable et d'investissement responsable. En outre, SIFEM fait partie d'un sous-comité ESG des LPAC lors de leur création, afin de conseiller les gestionnaires de fonds sur les sujets liés à l'ESG en collaboration avec d'autres commanditaires.

Initiatives d'alignement de l'industrie

SIFEM s'engage activement dans des initiatives de mesure et de gestion d'impact au sein du secteur de l'investissement d'impact afin de promouvoir une plus grande harmonisation et transparence. Son cadre d'impact s'aligne sur diverses normes de l'industrie, définissant les meilleures pratiques en matière de processus de gestion et d'indicateurs de performance.

Operating Principles for Impact Management

Les pratiques de gestion d'impact de SIFEM sont alignées sur les Operating Principles for Impact Management (Impact Principles), développés par l'IFC et lancés en 2019. Ces principes fournissent une norme de marché pour l'investissement d'impact, garantissant que les impacts sociaux, économiques et environnementaux sont intégrés tout au long du cycle de vie de l'investissement, de la stratégie à la sortie. Les principes exigent également une déclaration annuelle et une vérification indépendante, ce qui ajoute à la crédibilité. SIFEM fait partie des signataires fondateurs des Impact Principles et fait désormais partie des plus de 180 investisseurs gérant 550 milliards de dollars d'actifs à impact. L'alignement du SIFEM a été vérifié de manière indépendante en 2020, le prochain examen étant prévu pour début 2025.

Association des EDFI

SIFEM est membre de l'Association des institutions européennes de financement du développement (EDFI), qui favorise la coopération et le partage des connaissances entre 15 IFD. Le portefeuille d'investissement consolidé des membres de l'EDFI était valorisé à 52,6 milliards d'euros à travers 6 916 investissements en décembre 2023. SIFEM participe activement aux groupes de travail de l'EDFI relatifs à l'harmonisation des normes environnementales, sociales et d'impact. En avril 2024, SIFEM a accueilli la réunion semestrielle de réseautage EDFI E&S et Development Effectiveness à Genève, facilitant les discussions sur l'efficacité de l'impact et la collaboration. Elle a réuni 80 professionnels de 14 IFD.

HIPSO et IRIS

SIFEM aligne ses indicateurs d'impact sur les Harmonised Indicators for Private Sector Operations (HIPSO) et le catalogue de mesures IRIS, qui fournissent des cadres standardisés pour mesurer la performance sociale, environnementale et financière. En 2021, HIPSO

et le Global Impact Investing Network (GIIN) ont introduit les Joint Impact Indicators (JII), un sous-ensemble de mesures couvrant des domaines tels que le genre, l'emploi et le climat. SIFEM a participé au GIIN Impact Forum en octobre 2023 et à la réunion annuelle de HIPSO en juin 2024, discutant des mesures d'impact et de l'harmonisation des données avec ses pairs.

2X Global

SIFEM est un participant engagé dans le 2X Challenge, une initiative lancée par les IFD du G7 pour mobiliser des capitaux en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Dans le cadre de ses objectifs stratégiques, SIFEM vise à garantir qu'au moins 20 % de ses investissements répondent aux critères du 2X Challenge, en soutenant les femmes en tant qu'entrepreneures, dirigeantes, employées et consommatrices dans les marchés émergents. En 2024, le 2X Challenge a été mis à jour pour élargir ses critères, exigeant que les Entités financées et les Entités sous-jacentes financées respectent des normes ESG fondamentales, y compris des mesures de protection contre la violence et le harcèlement fondés sur le genre (GBVH), tout en promouvant une meilleure gouvernance et une plus grande responsabilité. Le nouveau Challenge introduit également un sixième critère élargi axé sur l'accès aux services essentiels tels que les soins de santé et l'éducation, ainsi qu'un engagement pour les Entités financées et les Entités sous-jacentes financées à respecter des critères supplémentaires axés sur le genre au fil du temps.¹⁸

En alignant ses investissements sur le 2X Challenge révisé, SIFEM contribue directement à combler le fossé entre les sexes dans les régions où la participation à la vie économique des femmes est confrontée à d'importants obstacles. Grâce à ses investissements, SIFEM favorise le leadership et la participation des femmes dans des secteurs à fort impact, tels que les énergies renouvelables, la santé et les services financiers, tout en veillant à ce que ses Entités financées mettent en œuvre des politiques de travail solides et inclusives. Cette approche renforce la mission plus large de SIFEM qui consiste à favoriser une croissance durable et inclusive, en garantissant que ses investissements génèrent à la fois des rendements financiers et un impact social mesurable.



Conclusions et perspectives

Le rapport d'impact 2024 de SIFEM met en évidence les progrès réalisés afin de remplir notre mission de promotion du développement économique durable dans les marchés émergents. Tout au long de l'année, SIFEM a continué de se concentrer sur des domaines clés, notamment l'emploi, l'égalité des sexes, l'inclusion financière et l'atténuation du changement climatique. Ces initiatives ont été soutenues par un portefeuille diversifié, comprenant des investissements dans 71 pays, principalement dans les régions ayant les besoins de développement les plus élevés. Le rapport souligne le rôle de SIFEM pour la promotion d'une croissance économique inclusive par le biais d'investissements ciblés dans des secteurs tels que les services financiers, les énergies renouvelables et l'inclusion sociale.

Les résultats de l'année sont significatifs, avec plus de 500 000 emplois soutenus et 9,7 millions de prêts facilités par les institutions financières partenaires. Les Entités financées et les Entités sous-jacentes financées de SIFEM ont démontré une contribution croissante à l'action climatique mondiale avec l'installation de capacités supplémentaires en matière d'énergie renouvelable et la prévention de plus de 9 millions de tonnes d'émissions de GES. Le rapport souligne également les progrès continus en matière d'égalité des sexes, avec 40 % des emplois au sein du portefeuille occupés par des femmes.

À l'avenir, SIFEM s'apprête à affiner ses outils et méthodologies de mesure d'impact. L'introduction d'un nouvel outil d'évaluation d'impact (IRT) en 2025 permettra une évaluation plus complète des résultats de développement attendus et réalisés, intégrant des mesures mieux alignées sur les objectifs stratégiques

de SIFEM qui entre dans un nouveau cycle stratégique 2025-28. En collaboration avec le réseau des EDFI, SIFEM vise à améliorer l'efficacité du processus de collecte de données auprès des Entités financées et des Entités sous-jacentes financées et à assurer une plus grande transparence dans ses processus de reporting.

Enfin, SIFEM a lancé en octobre 2024 une étude sur la transition juste en collaboration avec un cabinet de conseil indépendant, qui couvre à la fois les dimensions sociales et environnementales de ses investissements climatiques, notamment en ce qui concerne l'atténuation et l'adaptation au changement climatique et l'inclusion des communautés vulnérables. Cette étude devrait être publiée à la mi-2025 et apportera des éclairages intéressants sur les résultats et les défis de l'approche de transition juste que SIFEM a définie dans son Approche climatique*. Alors que nous entrons dans une nouvelle phase de la stratégie de SIFEM, ces initiatives devraient améliorer la capacité de SIFEM à évaluer l'impact de ses investissements en alignement avec les objectifs de développement mondial.

* Une transition juste pour tous vers une économie écologiquement durable doit contribuer aux objectifs de travail décent pour tous, d'inclusion sociale et d'éradication de la pauvreté. Organisation internationale du Travail. (2015). Lignes directrices pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous. Voir <https://sifem.ch/climate-approach>.

Annexes

Méthodologie

Couverture des données et méthodologie de calcul des impacts du développement

SIFEM vise à collecter des données d'impact pour toutes les Entités financées et les Entités sous-jacentes financées dans son portefeuille, qui comprend à la fois des institutions financières directement investies et des investissements effectués par l'intermédiaire de gestionnaires de fonds. Les gestionnaires de fonds sont responsables de la collecte des données auprès de leurs Entités sous-jacentes financées et de la transmission de ces informations à SIFEM. Cependant, toutes les institutions financières et tous les gestionnaires de fonds n'ont pas fourni de données d'impact. Dans certains cas, cela est dû au fait que les gestionnaires de fonds n'avaient aucun investissement actif au cours de la période de reporting ou parce que l'investissement avait déjà été sorti de leur portefeuille au moment du reporting. Le taux de couverture (première colonne) reflète les données collectées en 2023, ainsi que les données reportées de 2022 lorsque les données de 2023 n'étaient pas disponibles. Le taux de couverture 2023 (deuxième colonne) comprend des informations concernant uniquement les fonds, les institutions financières et les Entités sous-jacentes financées qui ont participé à la collecte de données 2023 et ont rapporté au moins l'une des 34 mesures d'impact.

Type	Taux de couverture	
	Données 2023 avec report de 2022	Données 2023 uniquement
Institutions financières	71%	53%
Fonds	95%	63%
Entités sous-jacentes financées	94%	79%

Note sur l'attribution :

Tous les indicateurs d'impact de ce rapport représentent l'impact des Entités financées et des Entités sous-jacentes financées de SIFEM, mais ne présentent pas l'impact de SIFEM proportionnel à la taille de son

investissement dans ces Entités financées ni celui des Entités financées dans les Entités sous-jacentes financées. Les deux seules exceptions concernent le calcul 1) des emplois créés et maintenus par SIFEM et 2) des emplois indirects, qui prennent en compte la part de l'investissement de SIFEM dans une institution financière pour estimer le nombre d'emplois soutenus par ses prêts micro et PME (en partant de l'hypothèse que chaque microcrédit soutient un emploi, tandis que chaque prêt PME soutient 10 emplois).

Qui est SIFEM

SIFEM est l'IFD suisse. Elle appartient au gouvernement suisse et fait partie intégrante des instruments de coopération au développement économique. SIFEM est spécialisé dans l'octroi de financements à long terme aux petites et moyennes entreprises et autres sociétés à croissance rapide dans les pays en développement et émergents, en se concentrant sur les pays prioritaires de la coopération suisse au développement. Cela contribue à créer et à garantir davantage d'emplois de meilleure qualité et à réduire la pauvreté tout en contribuant à l'intégration de ces pays dans le système économique mondial.

Quel est le rôle d'une institution de financement du développement (IFD) ?

Les IFD sont des institutions soutenues par les gouvernements qui fournissent des financements aux entreprises du secteur privé dans les pays en développement et émergents. Elles ont le double mandat de générer un impact sur le développement ainsi qu'une rentabilité financière. Seules les entreprises rentables seront en mesure de générer des effets de développement durables sur les personnes et la société. En complément de l'aide traditionnelle et des prêts au secteur public, les IFD constituent l'un des principaux canaux de financement du développement des pays donateurs vers les pays bénéficiaires. Les IFD peuvent contribuer à façonner durablement le secteur privé dans les pays en développement, où les entreprises ont tendance à avoir un accès insuffisant ou inadéquat au financement et sont par conséquent entravées dans leur croissance, leur innovation technologique et leur création d'emplois. Les IFD ont également un effet de

démonstration clé sur les flux d'investissement privé. Par rapport à la majorité des investisseurs privés, qui n'opèrent que sur les marchés développés, les IFD ont une tolérance au risque plus élevée, un horizon d'investissement à plus long terme et un historique de réussite sur des marchés difficiles. Les IFD restent généralement investies dans des projets pendant une période prolongée de cinq à dix ans, voire plus. À la fin de la période d'investissement, le produit de l'investissement – y compris les bénéfices – est ensuite réinjecté dans d'autres investissements. Enfin, lorsque les conditions économiques mondiales se détériorent et lorsque l'appétit pour le risque des investisseurs internationaux vis-à-vis des marchés émergents faiblit, les IFD peuvent jouer un rôle utile en agissant de manière « contracyclique », c'est-à-dire en continuant à investir sur ces marchés.

L'Association des institutions européennes de financement du développement

En 1992, sept IFD européennes ont créé l'EDFI, basée à Bruxelles, pour renforcer la coopération et faciliter le partage des connaissances et l'apprentissage entre les IFD. D'autres IFD européennes ont progressivement rejoint l'Association et aujourd'hui, l'organisation compte quinze membres, dont SIFEM. Le portefeuille d'investissement consolidé des membres de l'EDFI s'élevait à 52,6 milliards d'euros répartis en 6 916 investissements en décembre 2023.

Comment fonctionne SIFEM ?

SIFEM suit une stratégie d'investissement indirecte en investissant dans des fonds régionaux ou locaux de capital-investissement ou de revenu courant, ou en fournissant des lignes de crédit à des banques locales et à d'autres institutions financières (ensemble, les « Entités financées »), souvent en collaboration avec d'autres IFD et des investisseurs privés. Cette stratégie est en général une solution plus efficace que l'apport d'un soutien direct aux PME individuelles et contribue à renforcer les marchés financiers et de capitaux locaux dans les pays en développement et les marchés émergents, qui sont d'importants facilitateurs de développement. SIFEM investit environ 80 à 100 millions de dollars chaque année dans de nouvelles opérations, à travers trois canaux :

1. « Fonds de capital-investissement » : SIFEM investit dans des fonds de capital-investissement gérés par des gestionnaires de fonds professionnels présents

dans la région où ils investissent. Ces gestionnaires de fonds négocient des investissements en actions dans un portefeuille de PME.

2. « Fonds de revenu courant » : SIFEM investit dans des fonds de revenu courant, qui fournissent ensuite de la dette à un portefeuille de sociétés ou à d'autres institutions financières.
3. « Institutions financières » : SIFEM prête des capitaux directement à des institutions financières, qui sont généralement des banques agréées et réglementées ou des institutions financières non bancaires. La banque prête ensuite aux PME ou aux clients de micro-crédit.

En plus du financement, SIFEM peut fournir des conseils à ses Entités financées sur des questions relatives aux dimensions E&S de leurs activités d'investissement. Si nécessaire, elle peut convenir avec les Entités financées de la mise en œuvre d'un ESAP pour améliorer leurs pratiques et leur conformité avec la politique d'investissement responsable de SIFEM¹⁹.

SIFEM ne finance pas directement des entreprises locales dans les pays en développement et émergents, telles que des PME, des sociétés à croissance rapide ou des projets d'infrastructure (les « Entités sous-jacentes financées »). Ces dernières sont financées par les Entités financées par le biais de dette ou d'une participation au capital, ou par le biais de prêts aux micro-entreprises et aux PME accordés par les institutions financières. À leur tour, les Entités sous-jacentes financées génèrent divers résultats de développement tels que la création d'emplois, la production d'énergie renouvelable, la prévention des émissions de GES et les impôts payés aux autorités locales.

Les Entités financées et les Entités sous-jacentes financées rapportent chaque année à SIFEM des informations ESG et d'impact, qui constituent les données brutes de ce rapport d'impact. La chaîne de valeur de l'investissement est résumée sur la page 39.

Objectifs stratégiques de SIFEM

Le gouvernement suisse définit les objectifs financiers et d'impact sur le développement de SIFEM à travers un ensemble d'Objectifs Stratégiques (OS).²⁰ Ils sont généralement fixés pour une période de quatre ans et sont révisés à la fin de chaque période. Les OS 2021-24 ont été définis dans l'esprit de la continuité de la période précédente - compte tenu du caractère à long terme des investissements de SIFEM - mais ils mettent

également en évidence de nouveaux défis et priorités tels que l'égalité des sexes et la contribution aux objectifs de l'Accord de Paris sur le changement climatique.

SIFEM surveille son activité d'investissement et rend compte chaque année du niveau de réalisation de l'OS 2021-24. Les résultats sont publiés dans le rapport de gestion annuel de SIFEM et la performance de chaque objectif est évaluée selon une méthodologie convenue. Ces résultats tiennent généralement compte de tous les investissements réalisés par SIFEM au cours de l'année de référence, ainsi que des données d'impact communiquées par toutes les Entités financées et Entités sous-jacentes financées à la fin de l'année précédente. Ce rapport d'impact est un complément au rapport de gestion bien qu'il ne résume pas les résultats de performance des OS 2021-24.

Les objectifs stratégiques de SIFEM sont divisés en quatre groupes thématiques : (1) objectifs liés au programme avec un accent particulier sur le respect des principes directeurs d'investissement de SIFEM ;²¹ (2) objectifs et tâches liés à l'entreprise basés sur la capacité de SIFEM à équilibrer la durabilité financière et l'impact sur le développement au sein de son portefeuille ; (3) objectifs financiers liés à la durabilité financière à long terme de SIFEM ; et (4) objectifs liés aux efforts de SIFEM pour développer et maintenir la coopération avec d'autres IFD.

Structure de SIFEM

À propos du gestionnaire de portefeuille

Le gestionnaire de portefeuille recherche, identifie et dispense des conseils et recommandation sur des opportunités d'investissement, assure la gestion du cycle d'investissement, le suivi et le reporting, la planification commerciale et stratégique, la gestion des finances, des transactions, des liquidités, de l'impact de développement et des critères ESG, du risque, ainsi que d'autres opérations quotidiennes.



responsAbility Investments AG est un gestionnaire d'investissement d'impact de premier plan, spécialisé dans les investissements privés dans trois domaines thématiques spécifiques qui contribuent directement

à la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies : l'Inclusion Financière, pour financer la croissance des Microentreprises et des PME ; le Financement Climatique, pour ouvrir la voie vers le zéro net ; et l'Alimentation Durable, pour subvenir durablement aux besoins d'une population mondiale en constante augmentation. Toutes les approches d'investissement de responsAbility visent à la fois un impact mesurable et un rendement attractif.

Depuis sa création en 2003, responsAbility a investi plus de 15.7 milliards USD avec un impact mesurable. Avec plus de 270 collaborateurs* et 8 sites dans le monde, responsAbility gère au 30 septembre 2024 5,1 milliards USD investis dans environ 300 entreprises en portefeuille réparties dans quelque 70 pays. Depuis 2022, responsAbility fait partie de M&G plc, la société internationale d'épargne et d'investissement, et met à profit son expertise pour développer les capacités de M&G en matière d'impact investing.

À propos du Business Services Manager

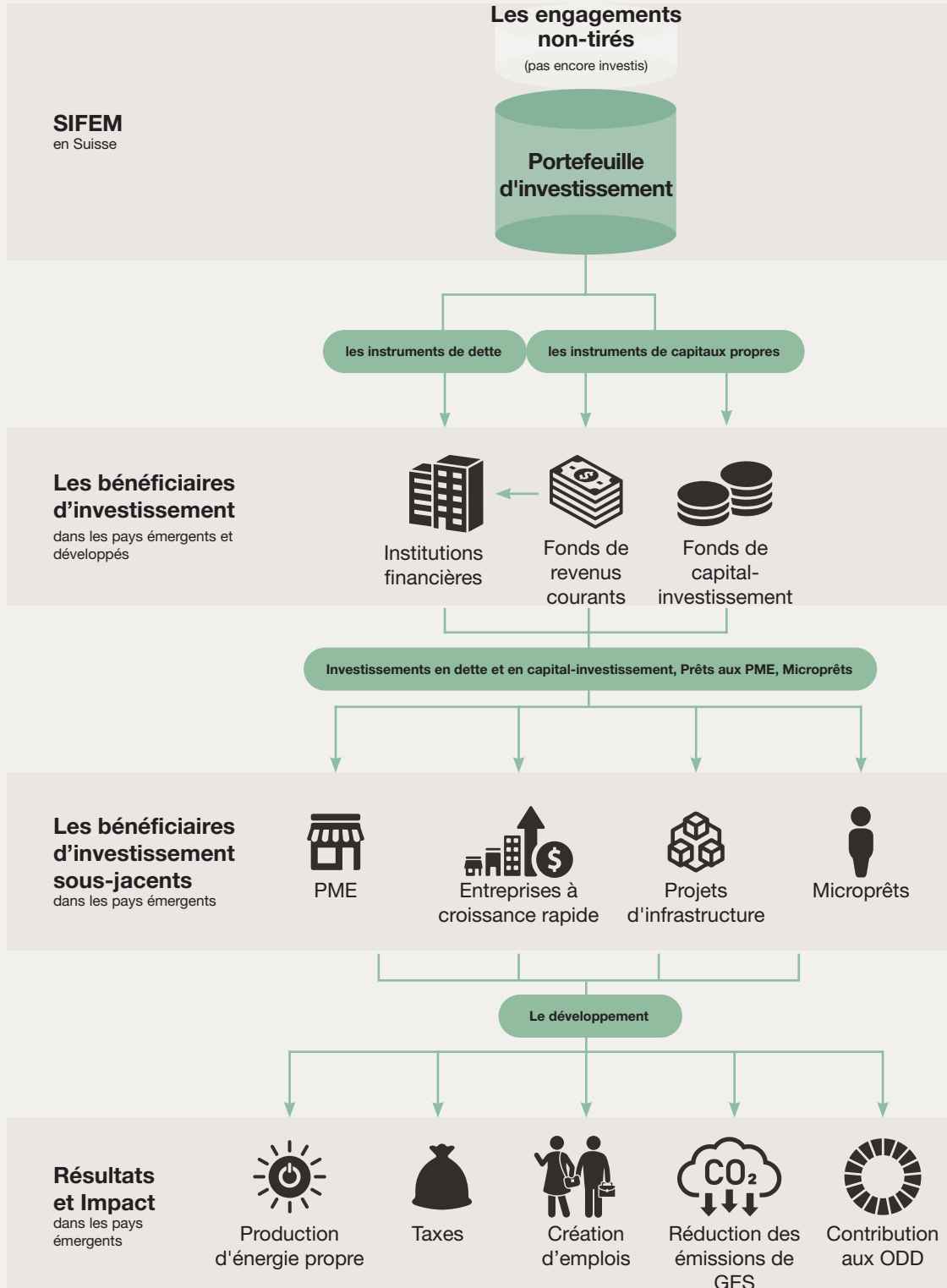
Le Business Services Manager effectue des activités en lien avec les politiques de fonctionnement pour soutenir le conseil d'administration. Il est chargé des fonctions de représentation, des fonctions administratives, de la gestion financière des dépenses administratives du Conseil, des rapports externes, du respect des lois suisses, des fonctions de communication et du soutien au Conseil dans ses rôles stratégiques, de planification et de surveillance.



Tameo Impact Fund Solutions SA est un spécialiste suisse de l'investissement d'impact au service de l'industrie financière avec des solutions d'experts indépendants. Tameo guide les fonds d'investissement, les gestionnaires et les investisseurs tout au long du parcours de l'investissement d'impact. Il offre la base de données en ligne la plus complète sur les fonds d'impact, des analyses personnalisées et des évaluations indépendantes. Grâce à sa recherche et à ses services de conseil, Tameo permet à ses clients de se doter d'une gestion et d'une mesure de l'impact de premier ordre.

Fig. 10

Chaîne de valeur d'investissement



Portefeuille par pays

Pays	% Portefeuille	Pays prioritaire	PMA
Algérie	0.4%	-	-
Argentine	0.3%	-	-
Arménie	2.0%	2.0%	-
Azerbaïdjan	0.7%	-	-
Bangladesh	0.1%	0.1%	0.1%
Bénin	0.0%	0.0%	0.0%
Bolivie	0.2%	-	-
Brésil	0.6%	-	-
Burkina Faso	0.4%	0.4%	0.4%
Burundi	0.1%	0.1%	0.1%
Cambodge	6.1%	6.1%	6.1%
Cameroun	0.1%	-	-
Chine	2.2%	-	-
Colombie	1.6%	1.6%	-
Costa Rica	0.8%	-	-
Côte d'Ivoire	1.3%	-	-
République dominicaine	0.2%	-	-
Equateur	0.9%	-	-
Egypte	2.6%	2.6%	-
Le Salvador	1.3%	-	-
Eswatini	0.1%	-	-
Ethiopie	0.5%	-	0.5%
Géorgie	2.4%	2.4%	-
Ghana	1.3%	1.3%	-
Guatemala	1.8%	-	-
Haïti	0.0%	-	0.0%
Honduras	0.9%	-	-
Inde	8.7%	-	-
Indonésie	5.5%	5.5%	-
Kazakhstan	0.7%	-	-
Kenya	6.6%	-	-
République kirghize	0.0%	-	-
Laos	0.1%	0.1%	0.1%
Madagascar	0.1%	-	0.1%
Malawi	0.5%	-	0.5%

Malaisie	0.2%	-	-
Mexique	1.7%	-	-
Moldavie	0.0%	0.0%	-
Mongolie	0.1%	-	-
Monténégro	0.2%	-	-
Maroc	2.9%	-	-
Mozambique	0.2%	0.2%	0.2%
Birmanie	2.0%	2.0%	2.0%
Namibie	0.1%	-	-
Népal	1.9%	1.9%	1.9%
Nicaragua	1.4%	-	-
Nigeria	4.9%	-	-
Pakistan	0.2%	-	-
Panama	0.8%	-	-
Paraguay	0.2%	-	-
Pérou	5.2%	5.2%	-
Philippines	3.1%	-	-
Rwanda	0.0%	0.0%	0.0%
Sénégal	0.3%	-	0.3%
Serbie	0.0%	0.0%	-
Sierra Leone	0.4%	-	0.4%
Somalie	0.0%	0.0%	0.0%
Afrique du Sud	6.0%	6.0%	-
Tadjikistan	1.1%	1.1%	-
Tanzanie	0.7%	0.7%	0.7%
Thaïlande	0.3%	-	-
Timor oriental	0.0%	-	0.0%
Tunisie	2.0%	2.0%	-
Turquie	0.0%	-	-
Ouganda	0.9%	-	0.9%
Ukraine	0.7%	0.7%	-
Uruguay	0.0%	-	-
Ouzbékistan	0.0%	0.0%	-
Vietnam	7.2%	7.2%	-
Zambie	0.0%	0.0%	0.0%
Zimbabwe	0.1%	0.1%	-
« Autre Global »	4.1%	-	-
Total	100.0%	49.5%	14.2%

Membres du conseil d'administration de SIFEM

Dr Jörg Frieden

Président du Conseil d'Administration depuis 2018, Président du Comité d'Investissement depuis 2018

La carrière de Jörg Frieden au Département fédéral des affaires étrangères a couvert un large éventail de postes et de responsabilités de 1986 à 2018. Il a travaillé comme directeur de programme au Mozambique, conseiller senior auprès du directeur exécutif suisse de la Banque mondiale à Washington et chef de la division Afrique de l'Est et du Sud à Berne. Entre 1999 et 2003, sa carrière professionnelle l'a conduit à l'Office fédéral des réfugiés où il a occupé le poste de directeur adjoint. En 2003, il est retourné à la Direction du développement et de la coopération (DDC), où il a occupé le poste de directeur résident des programmes de développement au Népal. De 2008 à 2010, il a été directeur adjoint de la DDC et a dirigé la division de Coopération globale. Il a en outre été conseiller et représentant de la Conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey au sein de la commission de l'ONU pour le développement durable. De 2011 à 2016, J. Frieden a été directeur exécutif pour la Suisse auprès du Groupe de la Banque mondiale, d'où il a suivi de près les activités de la Société Financière Internationale (IFC). Ensuite, il a été nommé ambassadeur suisse au Népal jusqu'en 2018. Jörg Frieden est actuellement membre du Conseil d'administration et délégué international de Helvetas, une ONG qui travaille dans le domaine de la coopération au développement, et est actif au sein de plusieurs fondations orientées vers le développement.

Kathryn Imboden

Vice-Présidente du Conseil d'Administration depuis 2023, Membre du Comité d'Investissement depuis 2014

Kathryn Imboden est vice-présidente de SIFEM. Parallèlement à son engagement actif au sein du Conseil d'administration de SIFEM, K. Imboden a été pendant 15 ans spécialiste senior du secteur financier auprès du Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (CGAP), une plateforme de la Banque mondiale vouée à la recherche et à la définition de politiques sur l'inclusion financière. Dans le cadre de sa fonction, elle s'est concentrée sur le rôle des organismes mondiaux définissant des standards dans le domaine de l'inclusion financière. Auparavant, elle a travaillé 20 ans auprès de la Direction du développement et de la coopération (DDC) dont elle a dirigé les activités macroéconomiques et financières. Entre son mandat à la DDC et celui à la Banque Mondiale, elle a occupé des positions relatives à la politique du secteur financier pour Women's World Banking, le Capital Development Fund des Nations unies et la Fondation Aga Khan.

Angela de Wolff

Membre du Comité d'investissement de 2017 à 2022, Présidente du Comité de performance et d'impact depuis 2022

Angela de Wolff travaille dans le secteur financier depuis près de 30 ans et est spécialisée dans l'Investissement Responsable (RI) depuis 2001. Elle a démarré sa carrière en tant que consultante chez Andersen Consulting puis a occupé différentes fonctions dans des banques privées. Elle a notamment dirigé l'équipe de durabilité de la banque Lombard Odier. En 2007, elle a tiré profit de son expérience pour créer Conser, société indépendante de vérification spécialisée dans l'investissement responsable / ESG. Angela de Wolff est co-fondatrice de Sustainable Finance Geneva, association à but non lucratif qui vise à promouvoir la responsabilité et la durabilité dans les finances. Elle siège également au Conseil d'administration de Société Générale Private Banking (Suisse) SA, de la Fondation Equitim (Lausanne) et de la Fondation Audemars-Watkins à Genève. Angela de Wolff a obtenu un Master en économie à l'Université de Lausanne en 1989. Elle est également analyste financière européenne certifiée (CEFA) depuis 2000.

Depuis 2012, Dominique Biedermann est membre du Conseil d'administration de la Fédération des Coopératives Migros et de son comité d'audit, ainsi que président du Comité d'éthique et de déontologie de l'Université de Genève. Il est également membre du Comité de l'association caritative Caritas-Genève. Il est chargé d'enseignement à l'Université de Neuchâtel et assure des mandats de conseil pour différentes institutions. Après obtention de son doctorat en sciences économiques à l'Université de Genève en 1989, il a rejoint la caisse de prévoyance du Canton de Genève (CPEG). Il y a été nommé directeur adjoint puis directeur, de 1994 à 1998. Dans le cadre de cette fonction, il a contribué à la création de la Fondation Ethos en 1997 puis de la société Ethos Services en 2000, deux institutions dédiées à la promotion des investissements durables. Directeur des deux organisations jusqu'en 2015, il a ensuite présidé leur Conseil d'administration de 2015 à juin 2018.

Dr Dominique Biedermann

Membre du comité de performance et d'impact, depuis 2021

Laurie J. Spengler est banquière d'investissement d'impact, membre de conseils d'administration et contributrice active dans le secteur de l'investissement d'impact. Parmi ses mandats actuels d'administratrice, Laurie est directrice non exécutive de British International Investment (BII), de Lendable et de BRAC Uganda Bank Limited. Elle est Impact Advisor auprès du Future Fund géré par la société de capital-investissement EQT et partenaire fondatrice de Mondiale Impact qui place l'impact au cœur de la gouvernance du XXIe siècle. Laurie est ambassadrice mondiale du Global Steering Group on Impact Investing et membre du conseil consultatif de l'Impact Investing Institute du Royaume-Uni. Laurie est également CEO de Courageous Capital Advisors, LLC, une société de conseil en investissement d'impact dédiée à générer un impact très positif en fournissant des services ciblés liés à la stratégie, aux transactions et à la gouvernance. Laurie est titulaire d'un doctorat en droit de l'Université de Harvard et d'un bachelor de l'Université de Stanford.

Laurie J. Spengler

Membre du Comité d'investissement depuis 2023

Pascal Pierra réalise et conseille depuis plus de 30 ans des investissements innovants dans le domaine de l'impact et des marchés émergents, avec un accent particulier sur les fonds de fonds et les véhicules de capital-risque. Il a travaillé et conseillé diverses institutions publiques et privées telles que Fidelity Investments, la banque Paribas, Seventure Partners et plusieurs IFD. Il a lancé divers projets (Averroes Finance, le département private equity de Proparco). Il a aussi accompagné de nombreux gestionnaires d'investissements sur le terrain pour leur lancement et leur développement. Il siège également dans plusieurs comités d'investissement et conseils d'administration dans le but de créer des synergies et de la valeur globalement.

Pascal Pierra

Président du comité d'audit depuis 2024, membre du comité d'investissement depuis 2023

Margarita Aleksieva est une professionnelle de l'énergie et des infrastructures au niveau mondial avec 20 ans d'expérience, spécialisée dans les énergies renouvelables et l'investissement d'impact. Elle possède une solide expérience en matière de développement de stratégies, d'alignement ESG et de gestion des investissements, y compris les transactions de fusion et d'acquisition, la structuration du capital et les structures d'investissement directes et indirectes. Margarita Aleksieva dirige le secteur des énergies renouvelables chez BKW, supervisant les résultats, les opérations, les investissements et une équipe multidisciplinaire. Auparavant, elle faisait partie de l'équipe de direction de la Fondation d'investissement IST, où elle gérait les investissements institutionnels en capital-investissement. Auparavant, elle a dirigé la gestion d'actifs dans le domaine des énergies renouvelables chez Alpiq. Elle a occupé plusieurs postes au sein de conseils d'administration en Europe et en Amérique du Nord et est active dans diverses institutions publiques et privées. Margarita Aleksieva est titulaire d'un MBA de l'université de Purdue et d'un double diplôme en administration des affaires et en sciences politiques.

Margarita Aleksieva

Membre expert du Comité d'investissement depuis 2024, Membre du Comité d'audit depuis 2024

Définitions

Engagements actifs

Les engagements actifs actuels (engagements totaux depuis la création moins les engagements résiliés) de SIFEM envers des fonds et des institutions financières.

Attribution

La part du résultat de l'impact (par exemple les emplois indirects ou les emplois créés et maintenus) de l'Entité financée qui est attribuée à l'investissement ou au prêt.

Émissions de GES évitées

Quantité d'émissions de gaz à effet de serre (GES) évitées par l'organisation au cours de la période de référence.

Fonds de revenu courant

Un véhicule d'investissement principalement axé sur la génération de revenus réguliers pour les investisseurs en investissant dans des titres portant intérêt, généralement composés de diverses formes d'instruments de dette.

Instrument de dette

Un contrat financier qui représente l'obligation d'un emprunteur de rembourser les fonds empruntés, généralement avec des intérêts, à un prêteur ou à un investisseur.

Un travail décent

Dans le contexte de l'emploi, il fait référence à des salaires équitables, à des conditions de travail sûres, à la sécurité de l'emploi et à des opportunités de développement personnel et professionnel, contribuant ainsi en fin de compte à une meilleure qualité de vie pour les travailleurs.

Système de gestion environnementale et sociale (ESMS)

Il s'agit d'un cadre structuré et d'un ensemble de pratiques mises en œuvre par des organisations ou des investisseurs pour évaluer, surveiller et gérer systématiquement les impacts sociaux et environnementaux de leurs activités, afin de promouvoir la durabilité et les pratiques commerciales responsables.

Plan d'action environnemental et social (ESAP)

Un ensemble d'initiatives que les Entités financées ou les Entités sous-jacentes financées mettent en place pour traiter et gérer de manière proactive les problèmes environnementaux et sociaux dans leurs opérations ou projets.

Instrument de capitaux propres

Propriété d'une entreprise, souvent sous la forme d'actions, de parts sociales ou d'autres titres, conférant aux investisseurs une participation dans la propriété de l'entreprise.

Institution financière

Une organisation, telle qu'une banque, une coopérative de crédit ou une institution de microfinance, qui fournit une gamme de services financiers, y compris des prêts, des comptes d'épargne et des solutions de paiement, aux particuliers et aux petites entreprises.

Entités financées

Un fonds ou une institution financière qui reçoit des capitaux d'investissement de SIFEM.

Portefeuille d'investissement

Dans le cas de SIFEM, il s'agit du portefeuille en cours au coût que SIFEM détient dans les Entités financées ou les Entités sous-jacentes financées, c'est-à-dire ce qui a été payé par SIFEM mais pas encore remboursé par celles-ci (les dépréciations, le cas échéant, ne sont pas prises en compte).

Emplois créés et maintenus

Emplois créés : variation nette des emplois des Entités financées et des Entités sous-jacentes financées déjà présentes dans le portefeuille SIFEM de la période précédente.

Emplois maintenus : emplois provenant d'Entités financées ou Entités sous-jacentes financées qui sont entrées dans le portefeuille de SIFEM au cours de la période.

Transition juste

Une transition juste vise à garantir que les avantages substantiels d'une transition vers une économie verte soient largement partagés, tout en soutenant ceux qui risquent d'y perdre sur le plan économique.²²

PMA

Les pays les moins avancés (PMA) sont des pays à revenu faible confrontés à de graves obstacles structurels au développement durable. Ils sont extrêmement vulnérables aux chocs économiques et environnementaux et disposent de faibles niveaux de ressources humaines.²³

Micro-entreprises

Très petites entreprises, souvent informelles, généralement gérées par une seule personne ou un petit groupe de personnes.

Microcrédit

Un petit prêt à court terme accordé aux particuliers, plus précisément à ceux vivant dans des communautés à revenu faible ou mal desservies, pour les aider à démarrer ou à développer une petite entreprise, à répondre à des besoins financiers immédiats ou à améliorer leurs moyens de subsistance.

Fonds de capital-investissement

Une plateforme d'investissement collectif à capital fixe qui rassemble les capitaux de plusieurs investisseurs pour les investir dans des titres de capital-investissement.

Investisseur privé

Dans le contexte du financement du développement, un investisseur privé est un investisseur fournissant des capitaux commerciaux à un fonds ou à une institution financière.

Pays prioritaires

Selon la définition du Département fédéral des affaires étrangères, il s'agit des pays dans lesquels le gouvernement suisse a décidé d'investir la majorité des fonds de la coopération bilatérale au développement.²⁴

Énergie renouvelable

Énergie dérivée de sources naturelles qui se renouvellent naturellement et durablement, telles que le soleil, le vent, l'eau (hydroélectricité) et la chaleur géothermique, avec un impact minimal sur l'environnement.

PME (ou MPME)

Une entreprise qui se situe dans une fourchette spécifique de taille micro, petite ou moyenne, souvent définie par des critères tels que le nombre d'employés, le chiffre d'affaires annuel ou le total des actifs. La définition exacte d'une PME ou d'une MPME peut varier d'un pays à l'autre et d'un secteur à l'autre.

Entreprises sous-jacentes = Entités sous-jacentes financées

Dans le contexte de ce rapport, un Entité sous-jacente financée est une société qui reçoit des capitaux d'un fonds dans lequel SIFEM a investi.

Références

- 1** NACE Definition: [https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Glossary:Statistical_classification_of_economic_activities_in_the_European_Community_\(NACE\)](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Glossary:Statistical_classification_of_economic_activities_in_the_European_Community_(NACE))
- 2** International Labour Organization (ILO). Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Update (2023). <https://www.ilo.org/publications/women-and-men-informal-economy-statistical-update>
- 3** International Labour Organization. (n.d.). Informal economy. ILO Employment Policy, Job Creation and Livelihoods Department. Retrieved from <https://www.ilo.org/ilo-employment-policy-job-creation-livelihoods-department/branches/employment-investments-branch/informal-economy>
- 4** World Economic Forum. (2024, June). What is the informal economy? Retrieved from <https://www.weforum.org/agenda/2024/06/what-is-the-informal-economy/>
- 5** International Labour Organization. (n.d.). Informal economy in Africa: Which way forward? Making policy responsive. Retrieved from <https://www.ilo.org/meetings-and-events/informal-economy-africa-which-way-forward-making-policy-responsive#:~:text=Nearly%2083%25%20of%20employment%20in,the%20continent's%20young%20employment%20seekers.>
- 6** World Economic Forum. (2024, August). Access to credit: How it's slowing growth and development. <https://www.weforum.org/agenda/2024/08/access-to-credit-slowing-growth-and-development/>
- 7** International Finance Corporation. (2024). MSMEs: Factsheet - IFC Financial Institutions Group. <https://www.ifc.org/content/dam/ifc/doc/2024/msme-s-factsheet-ifc-financial-institutions-group.pdf>
- 8** Cerise + SPTF. (2022, February). Client Protection Standards. Retrieved from <https://cerise-sptf.org/about-client-protection/>
- 9** World Economic Forum. (2023). Global Gender Gap Report 2023. Retrieved from <https://www.weforum.org/>
- 10** <https://www.unido.org/stories/women-smes-and-sustainable-development-lessons-learnt-road-ahead>
- 11** Global Gender Gap Report (2022). <https://www.weforum.org/publications/global-gender-gap-report-2022/in-full/2-4-gender-gaps-in-leadership-by-industry-and-cohort/>
- 12** SIFEM's Climate Approach (2023) https://sifem.ch/wp-content/uploads/2024/02/SIFEM_Climate_Approach_2023.pdf
- 13** <https://data.worldbank.org/indicator/EN.ATM.GHGT.KT.CE>.
- 14** Renewable Watch. (2024, August 27). Premier Energies launches IPO valued at Rs 28.304 billion. <https://renewablewatch.in/2024/08/27/premier-energies-launches-ipo-valued-at-rs-28-304-billion/>
- 15** <https://www.gogla.org/reports/standardised-impact-metrics-for-the-off-grid-solar-energy-sector/>
- 16** World Economic Forum. Clean energy in emerging markets. Retrieved from <https://www.weforum.org/impact/clean-energy-in-emerging-markets/>
- 17** Assumptions: capacity factor: 30%, annual per capita energy consumption: 1,786 kWh (<https://data.worldbank.org/indicator/EG.USE.ELEC.KH.PC>)
- 18** 2X Criteria Reference Guide (2024). <https://www.2xchallenge.org/2xcriteria>
- 19** SIFEM. (2020). SIFEM's Approach to Responsible Investment. Retrieved from <https://sifem.ch/wp-content/uploads/2024/06/240417-SIFEM-Approach-to-Responsible-Investment-v2.2.pdf>
- 20** SIFEM Strategic Objectives 2021-2024: <https://sifem.ch/about-us/strategic-objectives>
- 21** SIFEM. (n.d.). Strategic Objectives 2021-2024 of the Federal Council for SIFEM AG. Retrieved from https://sifem.ch/wp-content/uploads/2024/02/en_Strategic_Objectives_2021-2024_of_the_Federal_Council_for_SIFEM_AG.pdf

22 EBRD. (n.d.). What is a just transition?. Retrieved from <https://www.ebrd.com/what-we-do/just-transition>

23 United Nations. (n.d.). Least Developed Countries. Retrieved from <https://www.un.org/development/desa/dpad/least-developed-country-category.html>

24 Swiss Federal Department of Foreign Affairs FDFA. (2020). Switzerland's International Cooperation Strategy 2021-24. Retrieved from https://www.eda.admin.ch/content/dam/deza/en/documents/publikationen/Diverses/Broschuere_Strategie_IZA_Web_EN.pdf



Conception

Samuel Davies, Tameo Impact Fund
Solutions SA

Photos

Images utilisées sous licence de
Shutterstock.com



SIFEM SA c/o Tameo Impact Fund
Solutions SA

Rue de l'Arquebuse 12 1204 Genève
Suisse

info@sifem.ch

www.sifem.ch

© 2024 SIFEM